

# PREMIER TRIMESTRE 2021

## Rapport aux actionnaires

Pour la période close le 31 janvier 2021

### FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE 2021

- Résultat net ajusté <sup>(1)</sup> de 47,6 millions \$ pour le premier trimestre 2021, par rapport à 36,9 millions \$ pour le premier trimestre 2020
- Résultat net comme présenté de 44,8 millions \$ pour le premier trimestre 2021, par rapport à 32,2 millions \$ pour le premier trimestre 2020
- Résultat dilué par action ajusté <sup>(1)</sup> de 1,03 \$ pour le premier trimestre 2021, par rapport à 0,79 \$ pour le premier trimestre 2020
- Résultat dilué par action de 0,96 \$ pour le premier trimestre 2021, par rapport à 0,68 \$ pour le premier trimestre 2020

Banque Laurentienne Groupe Financier a déclaré un résultat net de 44,8 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,96 \$ pour le premier trimestre 2021, comparativement à un résultat net de 32,2 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,68 \$ pour le premier trimestre 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 7,1 % pour le premier trimestre 2021, par rapport à 5,0 % pour le premier trimestre 2020. Sur une base ajustée, le résultat net s'est établi à 47,6 millions \$ et le résultat dilué par action s'est établi à 1,03 \$ pour le premier trimestre 2021, en hausse par rapport à un résultat net de 36,9 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,79 \$ pour le premier trimestre 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 7,5 % pour le premier trimestre 2021, par rapport à 5,8 % pour la période correspondante de 2020. Les résultats comme présentés incluent des éléments d'ajustement qui sont décrits à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ».

« Je suis heureuse d'annoncer que nous avons connu un bon début d'année. Nos résultats sont attribuables à une bonne performance du secteur des Marchés des capitaux, à la reprise de la croissance des Services bancaires commerciaux et à notre discipline rigoureuse en matière de gestion des coûts », a déclaré Rania Llewellyn, présidente et chef de la direction. « Nous tirerons parti des expériences de l'année passée pour nous propulser en avant, alors que nous renouvelons notre équipe de direction et créons une organisation agile, efficace et surtout centrée sur le client. »

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 janvier 2020	Variation
<b>Comme présenté</b>			
Résultat net	44,8 \$	32,2 \$	39 %
Résultat dilué par action	0,96 \$	0,68 \$	41 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7,1 %	5,0 %	
Ratio d'efficacité	70,4 %	79,1 %	
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	9,8 %	9,0 %	
<b>Base ajustée <sup>(1)</sup></b>			
Résultat net ajusté	47,6 \$	36,9 \$	29 %
Résultat dilué par action ajusté	1,03 \$	0,79 \$	30 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	7,5 %	5,8 %	
Ratio d'efficacité ajusté	68,9 %	76,6 %	

[1] Certaines mesures présentées dans le présent document ne tiennent pas compte des montants désignés comme étant des éléments d'ajustement et constituent des mesures non conformes aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance » pour plus de précisions.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Rapport de gestion</b> .....	2	Gestion des fonds propres.....	13
Mode de présentation.....	2	Gestion des risques.....	14
À propos de Banque Laurentienne Groupe Financier...	2	Données financières supplémentaires - Résultats	
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs.....	3	trimestriels.....	21
Faits saillants.....	4	Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne	
Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés		à l'égard de l'information financière.....	21
de performance.....	5	Méthodes et estimations comptables critiques.....	21
Pandémie de COVID-19.....	6	Modifications de méthodes comptables à venir.....	21
Perspectives.....	7	<b>États financiers consolidés résumés intermédiaires</b> .....	<b>23</b>
Analyse des résultats consolidés.....	9	<b>Renseignements aux actionnaires</b> .....	<b>48</b>
Analyse de la situation financière.....	11		

## RAPPORT DE GESTION

AU 31 JANVIER 2021 ET POUR LA PÉRIODE CLOSE À CETTE DATE

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière de la Banque Laurentienne du Canada (le « Groupe » ou la « Banque ») au 31 janvier 2021, ainsi que sur ses résultats d'exploitation pour la période close à cette date, comparativement à la période correspondante présentée. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires. Le présent rapport de gestion est daté du 2 mars 2021.

Des renseignements additionnels sur la Banque Laurentienne du Canada, y compris la notice annuelle 2020, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse [www.blcgf.ca](http://www.blcgf.ca), et sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### MODE DE PRÉSENTATION

L'information financière présentée dans le présent document est fondée sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période close le 31 janvier 2021 et, sauf indication contraire, a été préparée conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

### À PROPOS DE BANQUE LAURENTIENNE GROUPE FINANCIER

Fondé en 1846, Banque Laurentienne Groupe Financier est un fournisseur de services financiers diversifiés dont la mission est d'aider ses clients à améliorer leur santé financière. La Banque Laurentienne du Canada et ses entités sont collectivement désignées sous le nom de Banque Laurentienne Groupe Financier (le « Groupe » ou la « Banque »).

Le Groupe emploie plus de 2 900 personnes guidées par les valeurs de proximité, de simplicité et d'honnêteté et offre à ses clients particuliers, commerciaux et institutionnels un vaste éventail de solutions et de services axés sur les conseils. Grâce à ses activités pancanadiennes et à sa présence aux États-Unis, le Groupe est un important joueur dans de nombreux segments de marché.

Le Groupe gère un actif au bilan de 45,2 milliards \$, de même que des actifs administrés de 29,2 milliards \$.

## MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

La Banque peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, notamment dans ce document et dans les documents intégrés par renvoi aux présentes, ainsi que dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications écrites ou orales. Ces énoncés prospectifs incluent, notamment, des énoncés relatifs aux plans et stratégies d'affaires de la Banque, à ses priorités et à ses objectifs financiers dans le contexte de réglementation dans lequel elle exerce ses activités, à l'incidence attendue de la pandémie de coronavirus (« COVID-19 ») sur les activités, les résultats et la performance financière de la Banque, les énoncés présentés aux rubriques « Perspectives », « Pandémie de COVID-19 » et « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques » du rapport annuel 2020 de la Banque, qui comprend le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 et d'autres énoncés qui ne constituent pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de mots ou d'expressions tels que « croire », « présumer », « estimer », « prévoir », « perspectives », « projeter », « vision », « escompter », « prédire », « anticiper », « planifier », « objectif », « viser », « cible », « pouvoir », « avoir l'intention de » ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou d'une terminologie similaire.

Du fait de leur nature, ces énoncés prospectifs nécessitent que nous posions des hypothèses et sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Les hypothèses économiques importantes qui étayent les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport annuel 2020 à la rubrique « Perspectives ». Il existe un risque important que les prédictions, prévisions, projections ou conclusions soient inexactes, que les hypothèses de la Banque soient erronées, et que les résultats réels diffèrent de façon significative des prédictions, prévisions, projections ou conclusions.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs, car certains facteurs, dont bon nombre échappent à son contrôle et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir, pourraient influencer, individuellement ou collectivement, sur l'exactitude des énoncés prospectifs et faire en sorte que les résultats réels futurs diffèrent sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, notamment, les risques liés à ce qui suit : les incidences de la pandémie de COVID-19 sur la Banque, ses activités, sa situation financière et ses perspectives; la technologie, les systèmes d'information et la cybersécurité; les perturbations technologiques, la concurrence et sa capacité à réaliser ses objectifs stratégiques; la conjoncture économique aux États-Unis et au Canada; les méthodes et estimations comptables et les nouveautés en matière de comptabilité; la conformité aux lois et à la réglementation; les activités frauduleuses et criminelles; le capital humain; l'assurance; la continuité des affaires; l'infrastructure commerciale; la société, l'environnement et les changements climatiques; sa capacité à gérer le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation, le risque juridique, le risque stratégique, le risque lié à la réputation et le risque lié aux modèles, qui sont tous décrits plus amplement à la rubrique « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques », laquelle débute à la page 46 du rapport annuel 2020 qui comprend le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

Enfin, la Banque prévient le lecteur que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes dont la Banque ignore actuellement l'existence ou qu'elle juge actuellement négligeables pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, sa performance financière, ses flux de trésorerie, ses activités commerciales ou sa réputation. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les investisseurs et autres à comprendre certains éléments clés des objectifs, priorités stratégiques, attentes et plans actuels de la Banque, ainsi que pour leur permettre d'avoir une meilleure compréhension des activités de la Banque et de l'environnement dans lequel elle prévoit exercer ses activités, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par la Banque ou en son nom, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autres, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige. Des renseignements additionnels sur la Banque sont disponibles sur le site Web SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

# FAITS SAILLANTS

TABLEAU 1  
FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En milliers de dollars canadiens sauf indication contraire, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	Pour les trimestres clos les				
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	Variation	31 janvier 2020	Variation
<b>Résultats d'exploitation</b>					
Revenu total	247 374 \$	243 539 \$	2 %	238 713 \$	4 %
Résultat net	44 819 \$	36 811 \$	22 %	32 172 \$	39 %
Résultat net ajusté <sup>(1)</sup>	47 572 \$	42 311 \$	12 %	36 900 \$	29 %
<b>Performance opérationnelle</b>					
Résultat dilué par action	0,96 \$	0,79 \$	22 %	0,68 \$	41 %
Résultat dilué par action ajusté <sup>(1)</sup>	1,03 \$	0,91 \$	13 %	0,79 \$	30 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7,1 %	5,9 %		5,0 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté <sup>(1)</sup>	7,5 %	6,8 %		5,8 %	
Marge nette d'intérêt	1,84 %	1,82 %		1,81 %	
Ratio d'efficacité	70,4 %	72,9 %		79,1 %	
Ratio d'efficacité ajusté <sup>(1)</sup>	68,9 %	69,9 %		76,6 %	
Levier d'exploitation	3,6 %	1,3 %		(5,7) %	
Levier d'exploitation ajusté <sup>(1)</sup>	1,5 %	(2,7) %		(7,5) %	
<b>Situation financière (en millions \$)</b>					
Prêts et acceptations	33 228 \$	33 193 \$	— %	33 527 \$	(1) %
Actif total	45 191 \$	44 168 \$	2 %	44 283 \$	2 %
Dépôts	23 607 \$	23 920 \$	(1) %	25 201 \$	(6) %
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	2 359 \$	2 324 \$	2 %	2 306 \$	2 %
<b>Ratios de fonds propres réglementaires selon Bâle III</b>					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 (CET1) sous forme d'actions ordinaires <sup>(2)</sup>	9,8 %	9,6 %		9,0 %	
Actif pondéré en fonction des risques liés aux CET1 (en millions \$)	19 715 \$	19 669 \$		20 619 \$	
<b>Qualité du crédit</b>					
Prêts dépréciés bruts en pourcentage des prêts et des acceptations	0,82 %	0,82 %		0,56 %	
Prêts dépréciés nets en pourcentage des prêts et des acceptations	0,56 %	0,59 %		0,42 %	
Provisions pour pertes sur créances en pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,20 %	0,29 %		0,18 %	
<b>Renseignements sur les actions ordinaires</b>					
Cours de l'action – Clôture <sup>(3)</sup>	30,90 \$	26,21 \$	18 %	42,95 \$	(28) %
Ratio cours/résultat	11,7 x	11,1 x		12,0 x	
Valeur comptable par action	54,42 \$	53,74 \$	1 %	53,95 \$	1 %
Dividendes déclarés par action	0,40 \$	0,40 \$	— %	0,67 \$	(40) %
Rendement de l'action	5,2 %	6,1 %		6,2 %	
Ratio du dividende versé	41,5 %	50,8 %		98,6 %	
Ratio du dividende versé ajusté <sup>(1)</sup>	38,9 %	43,7 %		84,7 %	

(1) Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ».

(2) Calculé au moyen de l'approche standard pour évaluer le risque de crédit et le risque opérationnel.

(3) Cours de clôture à la Bourse de Toronto (TSX).

# MESURES NON CONFORMES AUX PCGR ET INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

## MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

La direction utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et des mesures non conformes aux PCGR afin d'évaluer la performance de la Banque. Les résultats préparés conformément aux PCGR sont désignés comme étant des résultats « comme présentés ». Les mesures non conformes aux PCGR présentées dans le présent document sont dites des mesures « ajustées » et ne tiennent pas compte de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Les éléments d'ajustement se rapportent aux plans de restructuration ainsi qu'à des regroupements d'entreprises et ont été désignés comme tels du fait que, selon la direction, ils ne reflètent pas la performance sous-jacente de ses activités. Les mesures non conformes aux PCGR permettent aux lecteurs de mieux comprendre comment la direction analyse les résultats de la Banque et d'apprécier la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le tableau 2 présente les éléments d'ajustement et leur incidence sur les résultats comme présentés.

TABLEAU 2  
INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT SUR LES RÉSULTATS COMME PRÉSENTÉS

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Incidence sur le résultat avant impôts sur le résultat</b>			
Résultat avant impôts sur le résultat comme présenté	56 511 \$	41 647 \$	34 679 \$
<b>Éléments d'ajustement, avant impôts sur le résultat</b>			
Charges de restructuration <sup>(1)</sup>			
Indemnités de départ	262	2 253	2 838
Autres charges de restructuration	359	1 909	(104)
	621	4 162	2 734
Éléments liés aux regroupements d'entreprises			
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis <sup>(2)</sup>	—	100	232
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions <sup>(3)</sup>	3 073	3 180	3 399
	3 073	3 280	3 631
	3 694	7 442	6 365
Résultat avant impôts sur le résultat ajusté	60 205 \$	49 089 \$	41 044 \$
<b>Incidence sur le résultat net</b>			
Résultat net comme présenté	44 819 \$	36 811 \$	32 172 \$
<b>Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat</b>			
Charges de restructuration <sup>(1)</sup>			
Indemnités de départ	193	1 659	2 086
Autres charges de restructuration	264	1 402	(76)
	457	3 061	2 010
Éléments liés aux regroupements d'entreprises			
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis <sup>(2)</sup>	—	77	171
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions <sup>(3)</sup>	2 296	2 362	2 547
	2 296	2 439	2 718
	2 753	5 500	4 728
Résultat net ajusté	47 572 \$	42 311 \$	36 900 \$
<b>Incidence sur le résultat dilué par action</b>			
Résultat dilué par action comme présenté	0,96 \$	0,79 \$	0,68 \$
<b>Éléments d'ajustement</b>			
Charges de restructuration <sup>(1)</sup>	0,01	0,07	0,05
Éléments liés aux regroupements d'entreprises	0,05	0,06	0,06
	0,06	0,13	0,11
Résultat dilué par action ajusté <sup>(4)</sup>	1,03 \$	0,91 \$	0,79 \$

(1) Les charges de restructuration découlent principalement de l'optimisation des activités du réseau de succursales au Québec ainsi que de la rationalisation connexe de certaines fonctions administratives et du siège social. En 2020, les charges de restructuration découlaient également de la réorganisation des activités de courtage de détail et d'autres mesures visant à améliorer l'efficacité. Les charges de restructuration comprennent les indemnités de départ, les salaires, les provisions, les frais de communication, les honoraires professionnels et les charges liées aux contrats de location. Les charges de restructuration sont incluses dans les frais autres que d'intérêt.

(2) L'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis découlait d'un profit non récurrent lié à l'acquisition d'une entreprise en 2012 et est inclus au poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis.

(3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions découle d'acquisitions d'entreprises et est inclus au poste Frais autres que d'intérêt.

(4) L'incidence par action des éléments d'ajustement peut différer en raison de l'arrondissement.

## INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

La direction utilise également plusieurs indicateurs financiers pour évaluer la performance de la Banque.

Des renseignements détaillés sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires figurent ci-après. Les autres indicateurs de performance, comme la marge nette d'intérêt, le ratio d'efficacité, le levier d'exploitation et le ratio du dividende versé sont définis à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance » à la page 21 du rapport annuel 2020 de la Banque.

### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque sont définis comme le total de la valeur des actions ordinaires, des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, compte non tenu des réserves de couvertures de flux de trésorerie.

Le tableau ci-après présente des renseignements additionnels sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

TABLEAU 3  
RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)			
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires comme présenté	41 702 \$	33 937 \$	28 975 \$
Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat	2 753	5 500	4 728
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	44 455 \$	39 437 \$	33 703 \$
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	2 337 010 \$	2 307 411 \$	2 307 045 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7,1 %	5,9 %	5,0 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	7,5 %	6,8 %	5,8 %

## PANDÉMIE DE COVID-19

En 2021, la pandémie de COVID-19 continue de poser des défis sanitaires, économiques et sociaux à l'échelle mondiale. Les gouvernements du monde entier ont mis en place des mesures d'urgence afin de protéger leurs citoyens et de ralentir la propagation du virus. Depuis le début de l'épidémie, les gouvernements et les banques centrales ont également mis en place des mesures d'allègement visant à aider les particuliers et les entreprises à atténuer certaines des répercussions économiques défavorables. Bien que l'activité économique se soit en partie redressée par rapport à ses niveaux du deuxième trimestre 2020, le Canada est de nouveau confronté à des enjeux après la recrudescence des cas d'infection au coronavirus, ce qui a entraîné l'imposition de nouvelles mesures de confinement. L'homologation de nouveaux vaccins au mois de décembre et le déploiement s'ensuivant laissent espérer une forte reprise économique au deuxième semestre 2021.

Dans ce contexte, la réponse de la Banque à la pandémie à ce jour vise à préserver la sécurité de ses employés et de ses clients. En outre, les mesures que la Banque a mises en œuvre lui ont aussi procuré l'assise nécessaire pour soutenir ses activités pendant cette période d'incertitude accrue. La situation de liquidité et les fonds propres de la Banque continuent de lui offrir la souplesse requise pour qu'elle puisse soutenir ses clients.

### Employés et clients

Depuis le début de la crise, la première priorité de la Banque est la santé et la sécurité de ses clients et de ses employés. La direction évalue constamment la situation et prend les mesures nécessaires, au besoin. Les mesures préventives se concentrent principalement sur la mise en place d'un environnement sécuritaire. À l'heure actuelle, plus de 70 % des employés travaillent de la maison. Des mesures de distanciation physique et des stratégies de séparation entre les membres de l'effectif ont été mises en œuvre au profit des employés du service à la clientèle et des clients pour réduire au minimum le nombre de personnes présentes à un endroit donné et s'avèrent efficaces jusqu'à maintenant. Au cours du premier trimestre, une nouvelle plateforme de soins virtuels a été lancée, ce qui a permis aux employés d'avoir accès à des professionnels de la santé. L'engagement demeure solide de la part de ses employés et la productivité reste élevée.

La grande majorité des succursales de services aux particuliers, des centres d'affaires, des secteurs d'activité et des centres d'appels de la Banque demeurent ouverts. Les services bancaires au quotidien continuent d'être offerts en tout temps en ligne et les clients peuvent continuer d'utiliser les GAB, ceux de la Banque ou ceux d'Interac ou de The Exchange Network, disponibles d'un océan à l'autre. La Banque continue également de collaborer avec ses clients particuliers et commerciaux pour gérer les répercussions de cette crise sans précédent et de les soutenir au moyen de programmes mis en place par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

## Résultats d'exploitation

La pandémie de COVID-19 continue d'avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation de la Banque. La diminution dans certains portefeuilles de prêts ciblés, attribuable en partie à la pandémie de COVID-19, a eu une incidence sur le revenu d'intérêt vers la fin de 2020 et au premier trimestre 2021. La diminution des dépenses de consommation a aussi des répercussions sur les volumes de prêts personnels et les frais associés aux transactions. Au premier trimestre 2021, les provisions pour pertes sur créances ont diminué séquentiellement, mais sont restées plus élevées que les niveaux qui prévalaient avant la pandémie de COVID-19. Toutefois, l'incertitude globale concernant les scénarios économiques prospectifs pourrait favoriser la volatilité des provisions pour pertes sur créances jusqu'à ce que le déploiement et l'acceptation des vaccins contre la COVID-19 soient plus généralisés au Canada et au retour à un environnement opérationnel plus normalisé devrait s'ensuivre.

Alors que la Banque prend des mesures pour atténuer l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur ses activités quotidiennes et ses résultats financiers, cette dernière s'est répercutée sur ses résultats d'exploitation et devrait continuer de le faire jusqu'à ce qu'elle soit enrayerée et probablement pendant un certain temps par la suite. De nombreux facteurs imprévisibles et en constante évolution devront être pris en compte, comme la durée et la propagation de la pandémie, son incidence sur les clients, les employés et les fournisseurs tiers, la réponse des autorités gouvernementales à la crise, et les conséquences sociales et économiques à l'échelle mondiale. Par conséquent, il est encore difficile de prévoir les incidences de la COVID-19 sur les résultats futurs de la Banque.

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances est sensible aux données utilisées dans les modèles, notamment les variables macroéconomiques utilisées dans les scénarios prospectifs et leur pondération respective. L'ampleur de l'incidence de la COVID-19 sur l'économie du Canada et celle des États-Unis demeure hautement incertaine, y compris l'évaluation de l'incidence des mesures prises par les gouvernements ou les organismes de réglementation pour faire face à la pandémie. Il est donc difficile de prédire si l'augmentation des pertes de crédit attendues en 2020 se traduira par des radiations d'un niveau significatif et si la Banque comptabilisera d'autres augmentations des pertes de crédit attendues au cours de périodes ultérieures.

La pandémie de COVID-19 pourrait également faire augmenter certains coûts alors que la Banque se concentre en priorité sur les questions liées à la santé et à la sécurité et se conforme aux mesures d'atténuation qui lui sont imposées, et amener la Banque à réduire, à retarder ou à modifier des initiatives qui, autrement, auraient pu faire augmenter sa valeur à long terme.

Le cadre de gestion des risques de la Banque prévoit les mécanismes nécessaires pour lui permettre de gérer les répercussions de la crise sur ses activités commerciales. Les principaux facteurs de risque liés aux activités de la Banque sont décrits à la rubrique « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques » à la page 46 du rapport annuel 2020 de la Banque. Pour de plus amples renseignements sur les incidences de la pandémie de COVID-19, voir la rubrique « Autres risques susceptibles d'influencer les résultats futurs » à la page 73 du rapport annuel 2020 de la Banque.

## Liquidité et fonds propres

La Banque est en bonne position pour gérer le risque lié aux fonds propres et le risque d'illiquidité. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires était de 9,8 % au 31 janvier 2021, au-delà des exigences réglementaires minimales. Alors que la Banque continue d'aider ses clients, et conformément à l'évolution des exigences réglementaires et aux réponses des pouvoirs publics, la Banque prévoit que son ratio des fonds propres réglementaires continuera d'être supérieur aux niveaux réglementaires exigés et aux cibles de gestion établies.

Le ratio de liquidité à court terme est supérieur aux niveaux du secteur. La situation de liquidité de la Banque était saine au début de la crise de la COVID-19 et l'est toujours à ce jour. La Banque continue de surveiller attentivement les niveaux de fonds propres et de liquidités.

# PERSPECTIVES

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

La pandémie de COVID-19 continue de soumettre les particuliers et les entreprises du monde entier à des difficultés personnelles et économiques. Même si le nombre de nouveaux cas de COVID-19 aux États-Unis, au Canada et à l'échelle mondiale diminue depuis la mi-janvier, le taux de transmission demeure élevé. Des préoccupations subsistent quant à l'efficacité du déploiement des vaccins et la transmission des nouveaux variants, qui pourraient modifier le moment et l'ampleur de la reprise économique.

Au Canada, la deuxième vague de COVID-19 a ralenti la croissance économique à la fin de 2020 et au début de 2021. Les plus récentes mesures de confinement en Ontario et au Québec sont moins restrictives pour l'activité économique que ne l'étaient celles du premier confinement et les deux provinces ont commencé une réouverture partielle de certains secteurs et de certaines régions au début février, ce qui devrait accélérer la reprise économique.

L'économie canadienne a recouvré environ 80 % des pertes subies en raison des interruptions des activités par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Toutefois, les secteurs des services nécessitant une proximité physique étroite continuent d'accuser du retard par rapport aux autres secteurs. Grâce à la demande mondiale de produits de base, soutenue par la relance menée par la Chine, les exportations canadiennes ont augmenté et l'indice composé S&P/TSX a atteint un sommet sans précédent. La Banque du Canada a signalé son intention de conserver une position conciliante jusqu'à ce que la reprise soit bien amorcée en maintenant son taux directeur à 0,25 % et en continuant d'acheter des actifs afin d'assurer que les coûts d'emprunt demeurent peu élevés pour les ménages et les entreprises.

La situation sur le marché de l'emploi s'améliore à un rythme inégal d'une région à l'autre. L'emploi à temps plein chez les travailleurs très scolarisés, en particulier les postes adaptés au télétravail, se rapproche de plus en plus des niveaux d'avant la pandémie. En revanche, la situation demeure fragile pour les travailleurs à temps partiel qui perçoivent des salaires inférieurs à la moyenne ce qui pourrait entraîner une augmentation du taux de chômage à long terme. Le taux de chômage s'est établi à 9,4 % en janvier, comparativement à 8,6 % avant la deuxième vague de COVID-19, à 13,7 % au sommet atteint en mai et à 5,6 % avant la pandémie.

Malgré la relance inégale des conditions du marché du travail, les programmes d'urgence mis en place par les gouvernements à l'intention des entreprises et des particuliers compensent les pertes de revenus du travail. Le revenu disponible et l'épargne des ménages restent élevés, ce qui reflète la prudence et les possibilités limitées des consommateurs en ce qui a trait aux dépenses et ce qui diminue de façon générale l'endettement des ménages. Les entreprises ont toutefois signalé leur intention d'investir dans la machinerie et l'équipement alors que les avancées encourageantes liées à la vaccination ont amélioré les perspectives.

Les tendances demeurent mitigées sur le marché de l'habitation canadien. Le fléchissement du marché locatif et des petits logements en copropriété situés dans des secteurs coûteux reflète la forte baisse de l'immigration, la prévalence de l'école en ligne et l'acceptation du télétravail. La préférence pour des résidences plus grandes continue de stimuler une forte activité et une hausse des prix relativement aux habitations plus spacieuses à la fois dans les grandes et les petites villes et maintient l'activité de construction domiciliaire à un niveau élevé.

Aux États-Unis, les campagnes de vaccination se déroulent plus rapidement que dans la plupart des pays développés, y compris le Canada. La nouvelle administration américaine tente de faire passer un programme d'aide pour le coronavirus de 1,9 billion \$ qui permettrait de stimuler davantage l'économie.

Les gouvernements fédéraux canadien et américain ont maintenu ou resserré les restrictions à l'égard des voyages à l'extérieur du pays. Par conséquent, les consommateurs réaffectent leurs dépenses discrétionnaires vers l'achat de bateaux et de véhicules récréatifs.

Enfin, le dollar canadien se négociait récemment à environ 0,79 \$ US, et s'est grandement apprécié depuis la fin de 2020. L'amélioration des perspectives des produits de base et la faiblesse généralisée du dollar américain ont contribué à cette appréciation.

## **MISE À JOUR SUR LES INITIATIVES CLÉS**

Au cours des derniers exercices, la Banque a lancé des initiatives majeures en ayant pour objectif de renforcer ses fondations et de se moderniser afin d'améliorer sa performance financière. La rubrique suivante fournit une mise à jour sur ces projets clés.

### **Programme de remplacement du système bancaire central**

En 2019, la Banque a achevé la phase 1 du programme de remplacement du système bancaire central, ce qui lui a permis de migrer tous les produits de B2B Banque et la plupart des prêts à la clientèle commerciale vers ce nouveau système. Compte tenu des incidences de la COVID-19 sur ses activités et des changements récents au sein de la direction, la Banque révisé actuellement ce projet et le calendrier connexe.

### **Approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit**

Dans le cadre de son plan visant à améliorer les fondations de la Banque, en 2020, la Banque a poursuivi son initiative visant l'adoption de l'approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. Compte tenu des incidences de la pandémie de COVID-19 sur ses activités et des changements récents au sein de la direction, la Banque révisé actuellement ce projet et le calendrier connexe.

## **NOMINATIONS IMPORTANTES À LA DIRECTION**

Le 8 janvier 2021, la Banque a annoncé qu'Yvan Deschamps a été nommé vice-président exécutif et chef de la direction financière à avec prise d'effet le 6 avril 2021. M. Deschamps est actuellement vice-président principal, Finances, Comptabilité et Développement corporatif et succède à François Laurin, qui a informé la Banque de son désir de prendre sa retraite lors de la prochaine assemblée générale annuelle. Après le départ à la retraite de M. Laurin en avril, M. Deschamps utilisera la profondeur de son expertise financière pour aider à guider la croissance et la rentabilité de l'entreprise.

Le 4 février 2021, la Banque a annoncé une série de nominations à la haute direction afin de contribuer à la nouvelle orientation stratégique qui vise principalement à simplifier les processus et à améliorer les capacités numériques, à mobiliser et responsabiliser davantage les membres de son équipe, et à promouvoir une culture centrée sur le client.

Sébastien Bélair a été nommé vice-président exécutif et chef des ressources humaines au siège social de Montréal. M. Bélair est responsable de la stratégie en matière de ressources humaines, qui consiste à mobiliser et à responsabiliser les employés pour qu'ils travaillent en collaboration au sein d'une seule et même équipe. Il se concentrera sur la constitution d'équipes performantes dans un environnement de travail diversifié et inclusif.

Yves Denomme s'est joint à la Banque en tant que vice-président exécutif, Opérations. Il a comme mandat de simplifier, d'améliorer et de rationaliser les processus afin d'améliorer l'expérience client et de favoriser l'optimisation des coûts dans toute la Banque.



Adam Swinemar s'est joint à la Banque en tant que vice-président principal, Services bancaires numériques, à la Banque. M. Swinemar est responsable de la stratégie numérique pour les services bancaires aux particuliers et aux entreprises, y compris les activités des canaux numériques, en plus de concevoir et de superviser les initiatives numériques stratégiques visant à simplifier et à améliorer l'expérience client, ainsi qu'à accroître l'efficacité opérationnelle.

Ces nouveaux leaders contribueront tous à l'examen approfondi de l'ensemble des activités de la Banque Laurentienne afin de s'assurer qu'elle mise sur les bonnes priorités et qu'elle dispose des ressources et du personnel nécessaires pour favoriser un retour à la croissance.

## ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

TABLEAU 4  
RÉSULTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS – COMME PRÉSENTÉS

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Revenu net d'intérêt	173 074 \$	169 346 \$	168 785 \$
Autres revenus	74 300	74 193	69 928
Revenu total	247 374	243 539	238 713
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	—	100	232
Provisions pour pertes sur créances	16 800	24 200	14 900
Frais autres que d'intérêt	174 063	177 592	188 902
Résultat avant impôts sur le résultat	56 511	41 647	34 679
Impôts sur le résultat	11 692	4 836	2 507
Résultat net	44 819	36 811	32 172
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 117	2 874	3 197
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	41 702 \$	33 937 \$	28 975 \$

TABLEAU 5  
RÉSULTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS – BASE AJUSTÉE <sup>(1)</sup>

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Revenu net d'intérêt	173 074 \$	169 346 \$	168 785 \$
Autres revenus	74 300	74 193	69 928
Revenu total	247 374	243 539	238 713
Provisions pour pertes sur créances	16 800	24 200	14 900
Frais autres que d'intérêt ajustés <sup>(1)</sup>	170 369	170 250	182 769
Résultat avant impôts sur le résultat ajusté <sup>(1)</sup>	60 205	49 089	41 044
Impôts sur le résultat ajustés <sup>(1)</sup>	12 633	6 778	4 144
Résultat net ajusté <sup>(1)</sup>	47 572	42 311	36 900
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 117	2 874	3 197
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté <sup>(1)</sup>	44 455 \$	39 437 \$	33 703 \$

(1) Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ».

### PREMIER TRIMESTRE 2021 COMPARATIVEMENT AU PREMIER TRIMESTRE 2020

Le résultat net s'est établi à 44,8 millions \$ et le résultat dilué par action s'est établi à 0,96 \$ pour le premier trimestre 2021, comparativement à un résultat net de 32,2 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,68 \$ pour le premier trimestre 2020. Le résultat net ajusté a été de 47,6 millions \$ pour le premier trimestre 2021, en hausse de 29 % par rapport au résultat net ajusté de 36,9 millions \$ pour le premier trimestre 2020, tandis que le résultat dilué par action ajusté s'est établi à 1,03 \$, en hausse de 30 % par rapport au résultat dilué par action ajusté de 0,79 \$ au premier trimestre 2020.

## Revenu total

Le revenu total s'est établi à 247,4 millions \$ pour le premier trimestre 2021, en hausse de 4 % comparativement à un revenu total de 238,7 millions \$ pour le premier trimestre 2020.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 4,3 millions \$ pour s'établir à 173,1 millions \$ au premier trimestre 2021, comparativement à un revenu net d'intérêt de 168,8 millions \$ au premier trimestre 2020, malgré une diminution des volumes de prêts. Cette augmentation découlait principalement de la diminution des coûts de financement, en raison surtout du recours accru au financement garanti, ainsi que de la hausse des pénalités sur les remboursements anticipés visant les prêts hypothécaires résidentiels. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,84 % pour le premier trimestre 2021, une hausse de 3 points de base en comparaison du premier trimestre 2020, essentiellement pour les mêmes raisons.

Les *autres revenus* ont augmenté de 4,4 millions \$, ou 6 %, pour atteindre 74,3 millions \$ au premier trimestre 2021, comparativement à 69,9 millions \$ au premier trimestre 2020. L'augmentation est principalement attribuable à la contribution solide des activités de marchés des capitaux, qui a progressé de 7,8 millions \$ par rapport à celle du premier trimestre 2020. Le tout a été contrebalancé en partie par une diminution des frais de service et des revenus tirés des services de cartes Visa en raison des changements en cours touchant le secteur des services bancaires aux particuliers exacerbés par la pandémie de COVID-19.

## Provisions pour pertes sur créances

Les provisions pour pertes sur créances se sont établies à 16,8 millions \$ au premier trimestre 2021 en comparaison des provisions de 14,9 millions \$ au premier trimestre 2020, une augmentation de 1,9 million \$. L'augmentation d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à une hausse des corrections de valeur pour pertes sur les prêts commerciaux dépréciés.

Voir la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion et la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires pour en savoir plus sur les provisions pour pertes sur créances et les corrections de valeur pour pertes sur créances.

## Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 174,1 millions \$ au premier trimestre 2021, une baisse de 14,8 millions \$, ou 8 %, par rapport à ceux du premier trimestre 2020. Les frais autres que d'intérêt ajustés se sont élevés à 170,4 millions \$ au premier trimestre 2021, une baisse de 12,4 millions \$, ou 7 %, par rapport à ceux du premier trimestre 2020.

Les *salaires et avantages du personnel* se sont élevés à 95,4 millions \$ au premier trimestre 2021, un niveau essentiellement inchangé par rapport à celui du premier trimestre 2020. D'un exercice à l'autre, l'augmentation de la rémunération liée à la performance attribuable à la vigueur des activités de marchés des capitaux a été en grande partie contrebalancée par une diminution des salaires reflétant la réduction de l'effectif opérée en 2020.

Les *frais d'occupation de locaux et technologie* se sont élevés à 48,5 millions \$ au premier trimestre 2021, une baisse de 1,3 million \$ par rapport à ceux du premier trimestre 2020, qui s'explique principalement par les efforts continus visant à rationaliser les coûts ainsi que par un ralentissement du rythme des projets de TI.

Les *autres frais autres que d'intérêt* se sont élevés à 29,6 millions \$ au premier trimestre 2021, une baisse de 11,6 millions \$ par rapport à ceux du premier trimestre 2020. Cette amélioration s'explique surtout par une diminution des charges réglementaires, ainsi que par une baisse des frais de publicité, de développement des affaires et de déplacement, découlant des mesures d'efficacité mises en œuvre et de la conjoncture économique.

Les *charges de restructuration* se sont élevées à 0,6 million \$ au premier trimestre 2021 et comprenaient essentiellement des indemnités de départ et des honoraires professionnels.

## Ratio d'efficacité

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 68,9 % au premier trimestre 2021, en comparaison de 76,6 % au premier trimestre 2020, en raison de la baisse des charges ajustées et d'une augmentation du revenu total. Le levier d'exploitation ajusté a été positif d'un exercice à l'autre. Le ratio d'efficacité comme présenté s'est établi à 70,4 % au premier trimestre 2021, en comparaison de 79,1 % au premier trimestre 2020, en raison de la baisse des charges et d'une augmentation du revenu total.

## Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, la charge d'impôts sur le résultat s'est élevée à 11,7 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 20,7 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi est attribuable à l'imposition réduite des revenus tirés des établissements à l'étranger et des retombées positives des placements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, la charge d'impôts sur le résultat s'est élevée à 2,5 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 7,2 %. D'un exercice à l'autre, la hausse du taux d'imposition résulte principalement du revenu national proportionnellement supérieur.

## PREMIER TRIMESTRE 2021 COMPARATIVEMENT AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2020

Le résultat net s'est établi à 44,8 millions \$ et le résultat dilué par action s'est établi à 0,96 \$ pour le premier trimestre 2021, comparativement à un résultat net de 36,8 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,79 \$ pour le quatrième trimestre 2020. Le résultat net ajusté s'est établi à 47,6 millions \$ et le résultat dilué par action ajusté s'est établi à 1,03 \$ pour le premier trimestre 2021, par rapport à un résultat net ajusté de 42,3 millions \$ et un résultat dilué par action ajusté de 0,91 \$ pour le quatrième trimestre 2020.

Le revenu total a augmenté de 3,8 millions \$ pour atteindre 247,4 millions \$ au premier trimestre 2021, comparativement à un revenu total de 243,5 millions \$ pour le trimestre précédent.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 3,7 millions \$ séquentiellement, pour s'établir à 173,1 millions \$. Cette augmentation reflète principalement l'incidence de l'évolution de la composition du portefeuille de prêts et le recours accru au financement garanti. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,84 % pour le premier trimestre 2021, une hausse de 2 points de base par rapport à la marge de 1,82 % pour le quatrième trimestre 2020.

Les autres revenus se sont établis à 74,3 millions \$ au premier trimestre 2021, un niveau essentiellement inchangé comparativement à 74,2 millions \$ au trimestre précédent. L'augmentation de la contribution des activités de marchés des capitaux au premier trimestre 2021 par rapport à celle du quatrième trimestre 2020 a été contrebalancée en partie par une baisse des commissions sur prêts.

Les provisions pour pertes sur créances ont totalisé 16,8 millions \$ au premier trimestre 2021, une baisse de 7,4 millions \$ comparativement aux provisions de 24,2 millions \$ au quatrième trimestre 2020. Au premier trimestre 2021, les pertes sur créances découlent des hypothèses les plus récentes de la Banque, ce qui a entraîné une baisse des pertes sur prêts productifs, en partie contrebalancée par une hausse des pertes sur prêts dépréciés. Voir la rubrique « Gestion des risques » pour de plus amples renseignements.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 3,5 millions \$ pour s'établir à 174,1 millions \$ au premier trimestre 2021, comparativement à des frais autres que d'intérêt de 177,6 millions \$ au quatrième trimestre 2020, du fait essentiellement que les résultats du quatrième trimestre comprenaient des charges de restructuration plus élevées. Les frais autres que d'intérêt ajustés ont totalisé 170,4 millions \$ au premier trimestre 2021, un niveau essentiellement inchangé comparativement au quatrième trimestre 2020. L'augmentation saisonnière des salaires et avantages du personnel, principalement en raison de l'augmentation de la rémunération fondée sur des actions, a été en grande partie contrebalancée par une diminution des frais de technologie et des autres frais, découlant des mesures d'efficacité et de contrôle des coûts mises en œuvre.

## ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

TABLEAU 6  
BILAN RÉSUMÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
<b>Actif</b>		
Trésorerie et dépôts auprès de banques	759 994 \$	672 842 \$
Valeurs mobilières	6 208 737	5 799 216
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	3 504 934	3 140 228
Prêts et acceptations, montant net	33 042 432	33 019 603
Autres actifs	1 674 511	1 535 771
	<b>45 190 608 \$</b>	<b>44 167 660 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
Dépôts	23 607 352 \$	23 920 203 \$
Autres passifs	8 005 132	7 102 277
Dettes liées aux activités de titrisation	10 583 649	10 184 497
Dettes subordonnées	349 528	349 442
Capitaux propres	2 644 947	2 611 241
	<b>45 190 608 \$</b>	<b>44 167 660 \$</b>

Au 31 janvier 2021, l'actif total s'élevait à 45,2 milliards \$, une augmentation de 2 % comparativement à 44,2 milliards \$ au 31 octobre 2020, ce qui s'explique principalement par le niveau plus élevé des liquidités.

### Liquidités

Les liquidités se composent de la trésorerie, des dépôts auprès de banques, des valeurs mobilières et des valeurs acquises en vertu de conventions de revente. Au 31 janvier 2021, ces actifs totalisaient 10,5 milliards \$, une hausse de 0,9 milliard \$ par rapport à 9,6 milliards \$ au 31 octobre 2020.

La Banque continue de gérer avec prudence le niveau de ses liquidités. Les sources de financement de la Banque demeurent bien diversifiées et suffisantes pour répondre à ses besoins de liquidités. Les liquidités représentaient 23 % de l'actif total au 31 janvier 2021, comparativement à 22 % au 31 octobre 2020.

### **Prêts**

Les prêts et acceptations bancaires, déduction faite des corrections de valeur, se sont établis à 33,0 milliards \$ au 31 janvier 2021 et sont demeurés inchangés comparativement à ceux au 31 octobre 2020. Au cours du premier trimestre 2021, la croissance des prêts commerciaux a repris son élan, ce qui a été contrebalancé par des réductions au chapitre des prêts personnels et des prêts hypothécaires résidentiels.

Les prêts commerciaux et acceptations totalisaient 13,2 milliards \$ au 31 janvier 2021, une augmentation de 3 % depuis le 31 octobre 2020. La croissance des volumes de financement d'inventaires a repris au cours du trimestre, ce qui s'explique par le caractère saisonnier alors que les concessionnaires commencent à réapprovisionner leurs stocks malgré les défis continus posés pour la chaîne d'approvisionnement. Les prêts immobiliers ont également contribué à la croissance et ont continué de faire preuve de résilience pendant la pandémie de COVID-19 dans le contexte de faiblesse des taux d'intérêt.

Les prêts personnels s'établissaient à 4,0 milliards \$ au 31 janvier 2021, une diminution de 0,1 milliard \$, ou 4 %, depuis le 31 octobre 2020, en raison surtout de la réduction continue du portefeuille de prêts à l'investissement, reflétant la réduction persistante du recours par les consommateurs à l'effet de levier.

Les prêts hypothécaires résidentiels s'établissaient à 16,1 milliards \$ au 31 janvier 2021, une baisse de 0,2 milliard \$, ou 1 %, depuis le 31 octobre 2020. L'acquisition de prêts hypothécaires auprès de tiers dans le cadre du programme de la Banque visant à optimiser le recours aux titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* a contribué à atténuer l'incidence des autres remboursements.

### **Autres actifs**

Les autres actifs sont demeurés à un niveau essentiellement inchangé par rapport à celui au 31 octobre 2020, et totalisaient 1,7 milliard \$ au 31 janvier 2021.

## **PASSIF**

### **Dépôts**

Les dépôts ont diminué de 0,3 milliard \$, ou 1 %, pour s'établir à 23,6 milliards \$ au 31 janvier 2021, comparativement à 23,9 milliards \$ au 31 octobre 2020, du fait principalement que la Banque a procédé à l'optimisation de ses sources de financement afin de tenir compte du niveau de ses actifs. Les dépôts de particuliers totalisaient 18,3 milliards \$ au 31 janvier 2021, soit 0,5 milliard \$ de moins qu'au 31 octobre 2020. La baisse résulte essentiellement de la diminution des dépôts à terme obtenus par des intermédiaires, ramenés à la baisse étant donné que la Banque a augmenté sa dette liée aux activités de titrisation pour optimiser les coûts de financement, tel qu'il est décrit ci-après, contrebalancée en partie par la hausse des volumes de dépôts à vue obtenus par l'intermédiaire des différents canaux de distribution directs aux clients de la Banque.

Les dépôts d'entreprises et autres ont augmenté de 0,2 milliard \$ au cours de la même période pour s'établir à 5,3 milliards \$, du fait principalement d'une augmentation du financement de gros alors que la Banque a profité de conditions du marché favorables pour augmenter son financement à terme.

Les dépôts de particuliers représentaient 77 % du total des dépôts au 31 janvier 2021, par rapport à 79 % au 31 octobre 2020, et ont contribué à la bonne situation en matière de liquidités de la Banque.

### **Autres passifs**

Les autres passifs ont augmenté pour atteindre 8,0 milliards \$ au 31 janvier 2021, en comparaison de 7,1 milliards \$ au 31 octobre 2020. L'augmentation d'un exercice à l'autre découlait surtout de l'augmentation des engagements au titre des valeurs vendues à découvert associées aux activités de négociation.

### **Dette liée aux activités de titrisation**

La dette liée aux activités de titrisation a augmenté de 0,4 milliard \$, ou 4 %, par rapport à celle au 31 octobre 2020, et s'établissait à 10,6 milliards \$ au 31 janvier 2021. Depuis le début de l'exercice, la titrisation de prêts hypothécaires par l'intermédiaire des programmes de la SCHL, complétée par d'autre financement garanti, a plus que contrebalancé les échéances de passifs liés au programme des Obligations hypothécaires du Canada ainsi que les remboursements normaux.

### **Dette subordonnée**

La dette subordonnée est demeurée essentiellement inchangée et s'établissait à 349,5 millions \$ au 31 janvier 2021, comparativement à 349,4 millions \$ au 31 janvier 2020. La dette subordonnée fait partie intégrante des fonds propres réglementaires de la Banque tout en offrant aux déposants des mesures de protection additionnelles.

## CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'élevaient à 2 644,9 millions \$ au 31 janvier 2021, comparativement à 2 611,2 millions \$ au 31 octobre 2020.

Les résultats non distribués ont augmenté de 44,3 millions \$ par rapport aux résultats non distribués au 31 octobre 2020, en raison surtout de la contribution du résultat net de 44,8 millions \$ et des autres gains sur les régimes d'avantages du personnel et les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global totalisant 19,9 millions \$ qui ont été en partie contrebalancés par les dividendes totalisant 20,4 millions \$. Le cumul des autres éléments du résultat global a diminué de 14,3 millions \$, en raison essentiellement d'une réduction du montant cumulé des écarts de conversion. Pour de plus amples renseignements, voir l'état de la variation des capitaux propres consolidé dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La valeur comptable par action ordinaire de la Banque s'établissait à 54,42 \$ au 31 janvier 2021, comparativement à 53,74 \$ au 31 octobre 2020.

Au 1<sup>er</sup> mars 2021, 43 343 865 actions ordinaires étaient en circulation.

## GESTION DES FONDS PROPRES

### FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Le BSIF requiert des banques qu'elles respectent les ratios d'exigences minimales de fonds propres en fonction du risque fondés sur le dispositif de fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. Selon la ligne directrice intitulée « Normes de fonds propres » du BSIF, la Banque doit maintenir des niveaux minimums de fonds propres en fonction de divers critères. Les fonds propres de catégorie 1, qui constituent la forme de fonds propres la plus permanente et la plus subordonnée, comportent deux composantes : les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires. Les fonds propres de catégorie 1 sont essentiellement composés d'actions ordinaires pour assurer que l'exposition au risque est adossée à des fonds propres de grande qualité. Les fonds propres de catégorie 2 comprennent des instruments de fonds propres complémentaires et contribuent à la solidité globale d'une institution financière sur une base permanente. Les institutions sont tenues de respecter des normes de fonds propres minimales axées sur le risque en fonction de leur exposition au risque de crédit, au risque opérationnel et au risque de marché.

Conformément à la ligne directrice du BSIF, les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres sont établis à respectivement 7,0 %, 8,5 % et 10,5 %, y compris la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %.

Le tableau 7 présente les fonds propres réglementaires et les ratios des fonds propres réglementaires. La Banque s'est conformée aux exigences en matière de fonds propres du BSIF tout au long de l'exercice.

TABLEAU 7

### FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
<b>Fonds propres réglementaires <sup>(1)</sup></b>		
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	1 934 729 \$	1 893 079 \$
Fonds propres de catégorie 1	2 178 767 \$	2 137 117 \$
Total des fonds propres	2 619 935 \$	2 571 212 \$
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques <sup>(2)</sup></b>	<b>19 715 068 \$</b>	19 669 263 \$
<b>Ratios des fonds propres réglementaires</b>		
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	9,8 %	9,6 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,1 %	10,9 %
Ratio total des fonds propres	13,3 %	13,1 %

(1) Les ratios des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres avant l'application des dispositions transitoires relatives aux pertes de crédit attendues étaient de respectivement 9,7 %, 11,0 % et 13,3 %, au 31 janvier 2021.

(2) Calculé au moyen de l'approche standard pour évaluer le risque de crédit et le risque opérationnel.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires s'établissait à 9,8 % au 31 janvier 2021 par rapport à un ratio de 9,6 % au 31 octobre 2020. L'augmentation par rapport au niveau affiché au 31 octobre 2020 découle principalement de la génération interne de fonds propres. Ce niveau de fonds propres fournit à la Banque la souplesse opérationnelle requise pour reprendre la voie de la croissance et pour poursuivre ses initiatives clés, de façon prudente compte tenu de la conjoncture économique.

## RATIO DE LEVIER SELON BÂLE III

Les réformes de Bâle III visant les fonds propres sont venues ajouter une exigence en matière de ratio de levier non fondé sur le risque à titre de mesure supplémentaire des exigences de fonds propres fondées sur le risque. En fonction de la ligne directrice du BSIF relative aux exigences en matière de ratio de levier, les institutions de dépôts fédérales doivent maintenir constamment un ratio de levier selon Bâle III égal ou supérieur à 3 %. Le ratio de levier correspond aux fonds propres de catégorie 1 divisés par l'actif non pondéré au bilan et les engagements hors bilan, les dérivés et les opérations de financement par titres, comme il est défini dans les exigences.

Comme il est indiqué dans le tableau qui suit, le ratio de levier s'établissait à 4,8 % au 31 janvier 2021 et dépassait les exigences réglementaires.

TABLEAU 8  
RATIO DE LEVIER SELON BÂLE III

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
Fonds propres de catégorie 1	2 178 767 \$	2 137 117 \$
Total des expositions	45 143 980 \$	44 452 632 \$
Ratio de levier selon Bâle III <sup>(1)</sup>	4,8 %	4,8 %

(1) Le ratio de levier selon Bâle III, avant les dispositions transitoires relatives aux pertes de crédit attendues, s'établissait à 4,8 % au 31 janvier 2021.

## DIVIDENDES

Le 2 mars 2021, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende trimestriel de 0,40 \$ par action ordinaire payable le 1<sup>er</sup> mai 2021 aux actionnaires inscrits en date du 1<sup>er</sup> avril 2021. Les actions attribuées en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque continueront de l'être sous forme d'actions ordinaires émises à même le capital autorisé à un escompte de 2 %.

## GESTION DES RISQUES

Du fait de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques ayant trait principalement à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, diverses politiques de gestion des risques et limites de risque ainsi que d'autres contrôles ont été mis en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le rendement compte tenu des risques dans tous les secteurs opérationnels. Pour de plus amples renseignements sur le cadre de gestion des risques de la Banque, voir la rubrique « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques » à la page 46 du rapport annuel 2020 de la Banque.

## RISQUE DE CRÉDIT

Les sections suivantes fournissent des renseignements additionnels sur la qualité du crédit du portefeuille de prêts de la Banque.

### Incidence de la COVID-19 sur le risque de crédit et incertitude relative aux estimations des pertes de crédit attendues

Pour tenir compte de l'incidence en constante évolution de la pandémie et d'autres changements à l'environnement de la Banque, cette dernière a mis à jour ses scénarios économiques pour évaluer les provisions collectives au 31 janvier 2021. Dans le cadre de l'approche de la Banque pour évaluer les pertes de crédit attendues au 31 janvier 2021, des pondérations probabilistes ont été attribuées aux trois scénarios, à savoir les scénarios « de base », « pessimiste » et « optimiste », lesquels sont décrits plus en détail à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Les provisions collectives sont sensibles aux données des modèles, notamment les variables macroéconomiques utilisées dans les scénarios prospectifs et leur pondération probabiliste respective, entre autres facteurs. Lorsqu'il était possible de le faire, les modèles de pertes de crédit attendues de la Banque ont été adaptés pour tenir compte des mesures mises en place par les gouvernements, les banques centrales et les organismes de réglementation afin de favoriser la liquidité et d'apaiser les tensions financières auxquelles sont soumis les particuliers et les entreprises. Afin de mieux évaluer les pertes sur prêts, la Banque a usé d'un jugement d'expert compte tenu de cette situation sans précédent. La pandémie de COVID-19 a entraîné des modifications importantes à l'information prospective en 2020, donnant lieu à une augmentation des pertes de crédit attendues.

L'ampleur de l'incidence de la COVID-19 sur l'économie du Canada et celle des États-Unis demeure hautement incertaine, y compris l'évaluation de l'incidence des mesures prises par les gouvernements ou les organismes de réglementation pour faire face à la pandémie. Il demeure donc difficile de prédire si l'augmentation des pertes de crédit attendues se traduira par des radiations d'un niveau significatif ou si la Banque devra comptabiliser d'autres augmentations des pertes de crédit attendues au cours de périodes ultérieures.

## Provisions pour pertes sur créances

Les provisions pour pertes sur créances ont augmenté de 1,9 million \$ pour s'établir à 16,8 millions \$ au premier trimestre 2021 en comparaison des provisions de 14,9 millions \$ au premier trimestre 2020, avant la pandémie de COVID-19. L'augmentation des provisions pour pertes sur créances est essentiellement attribuable aux corrections de valeurs pour pertes sur les prêts commerciaux dépréciés. Le niveau des corrections de valeur reflète le niveau élevé d'incertitude entourant la conjoncture économique actuelle, y compris la nouvelle contraction de l'activité économique au début de 2021, l'efficacité des campagnes de vaccination, la transmission de nouveaux variants et le taux de chômage plus élevé.

Les *pertes sur prêts personnels* pour le premier trimestre 2021 ont diminué de 1,7 million \$ par rapport à celles du premier trimestre 2020, en raison essentiellement du nombre moins élevé de radiations du fait que les clients ont tiré parti de mesures gouvernementales.

Les *pertes sur prêts hypothécaires résidentiels* pour le premier trimestre 2021 ont augmenté de 2,6 millions \$ par rapport à celles du premier trimestre 2020. L'augmentation tient à la prise en compte des hypothèses les plus récentes de la Banque relativement aux répercussions de la pandémie de COVID-19, y compris les évaluations mises à jour concernant les prêts des clients ayant bénéficié de programmes de report, comme il est précisé ci-après.

Les *pertes sur prêts commerciaux* pour le premier trimestre 2021 ont augmenté de 1,0 million \$ par rapport à celles du premier trimestre 2020, du fait surtout de l'incidence des augmentations des corrections de valeur pour pertes sur les prêts dépréciés.

Le tableau 9 présente les provisions pour pertes sur créances.

TABLEAU 9  
PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES <sup>(1)</sup>

	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)			
<b>Prêts personnels</b>			
Prêts productifs (stades 1 et 2)	(307) \$	(1 254) \$	(2 968) \$
Prêts dépréciés (stade 3)	2 598	4 546	6 935
	<b>2 291</b>	<b>3 292</b>	<b>3 967</b>
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>			
Prêts productifs (stades 1 et 2)	1 779	4 024	415
Prêts dépréciés (stade 3)	2 298	3 091	1 065
	<b>4 077</b>	<b>7 115</b>	<b>1 480</b>
<b>Prêts commerciaux</b>			
Prêts productifs (stades 1 et 2)	(2 359)	8 319	927
Prêts dépréciés (stade 3)	12 791	5 474	8 526
	<b>10 432</b>	<b>13 793</b>	<b>9 453</b>
<b>Total des prêts</b>			
Prêts productifs (stades 1 et 2)	(887)	11 089	(1 626)
Prêts dépréciés (stade 3)	17 687	13 111	16 526
Provisions pour pertes sur créances	<b>16 800</b>	<b>24 200</b>	<b>14 900</b>
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	<b>0,20 %</b>	<b>0,29 %</b>	<b>0,18 %</b>

## Prêts dépréciés

Les prêts dépréciés bruts se sont établis à 274,1 millions \$ au 31 janvier 2021, une augmentation de 1,4 million \$, ou 1 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2020, surtout attribuable à une hausse des prêts commerciaux dépréciés.

Les corrections de valeur pour pertes sur les prêts dépréciés ont augmenté de 10,0 millions \$ par rapport à celles au 31 octobre 2020, du fait surtout du portefeuille de prêts commerciaux. Les corrections de valeur pour pertes sur les prêts productifs se sont établies à 98,9 millions \$ au 31 janvier 2021, une hausse de 1,8 million \$ par rapport à celles au 31 octobre 2020 attribuable aux hypothèses les plus récentes de la Banque liées aux répercussions de la pandémie de COVID-19. La Banque reste prudente dans le contexte actuel alors que l'aide gouvernementale diminue et que la plupart des mesures de report de paiement ont pris fin récemment.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires pour de plus amples renseignements.

TABLEAU 10  
PRÊTS DÉPRÉCIÉS

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
<b>Prêts dépréciés bruts</b>		
Personnels	29 762 \$	36 105 \$
Hypothécaires résidentiels	66 260	65 846
Commerciaux <sup>(1)</sup>	178 085	170 786
	<b>274 107</b>	<b>272 737</b>
<b>Corrections de valeur pour pertes sur prêts dépréciés (stade 3)</b>	<b>(86 459)</b>	<b>(76 435)</b>
<b>Prêts dépréciés nets</b>	<b>187 648 \$</b>	<b>196 302 \$</b>
<b>Prêts dépréciés en pourcentage des prêts et des acceptations</b>		
Montant brut	0,82 %	0,82 %
Montant net	0,56 %	0,59 %
<b>Corrections de valeur pour pertes sur prêts productifs</b>		
Stade 1	(58 701) \$	(56 866) \$
Stade 2	(40 166)	(40 221)
	<b>(98 867) \$</b>	<b>(97 087) \$</b>

(1) Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

### Options d'allègement des paiements

En réponse à la pandémie de COVID-19, la Banque continue d'aider ses clients qui ont besoin de solutions souples pour gérer leurs prêts. De façon générale, un allègement des paiements a été accordé uniquement aux clients ayant de bons antécédents de crédit. Pour les prêts commerciaux, les demandes des clients et les programmes de report ont été examinés et approuvés au cas par cas. Ces options d'allègement des paiements permettent à nos clients de cesser temporairement d'effectuer leurs paiements réguliers, tandis que les intérêts continuent de courir sur l'encours de leurs prêts. Aux fins du calcul des pertes de crédit attendues, les reports de paiement n'ont pas été considérés comme entraînant automatiquement une augmentation importante du risque de crédit ou le transfert des prêts en question au stade 2 ou au stade 3. Pour de plus amples renseignements, voir la rubrique « Programmes d'allègement des paiements » à la page 56 du rapport annuel 2020 de la Banque.

Les prêts visés par les programmes d'allègement des paiements toujours en cours au 31 janvier 2021 totalisaient 25,1 millions \$, ou 0,1 % du portefeuille de prêts (219,7 millions \$, ou 0,7 % du portefeuille de prêts, au 31 octobre 2020) et consistent principalement en des prêts hypothécaires résidentiels. La Banque surveille ces comptes, ainsi que ceux qui ne tirent plus parti des programmes. Selon l'évaluation actuelle de la Banque de la pandémie de COVID-19, les pertes sous-jacentes devraient continuer d'être gérables.

Voir la note 5 des états financiers consolidés pour de plus amples renseignements.

### RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond à la perte financière que pourrait subir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ou les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (GAP) de la Banque.

Les activités de GAP visent à contrôler le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'incidence négative potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et la valeur économique du capital de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel de taux d'intérêt vise à maximiser la rentabilité de la Banque, tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Le tableau ci-dessous fournit une mesure de la sensibilité aux variations des taux d'intérêt de la Banque au 31 janvier 2021. Tel que présenté, l'effet d'une augmentation soudaine et soutenue de 1 % des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts se traduisait comme suit :



TABLEAU 11  
ANALYSE DE SENSIBILITÉ AU RISQUE STRUCTUREL DE TAUX D'INTÉRÊT

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
<b>Incidence d'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt</b>		
Augmentation du revenu net d'intérêt avant impôts au cours des 12 prochains mois	15 224 \$	23 476 \$
Diminution de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (après impôts sur le résultat)	(33 360) \$	(36 690) \$

## RISQUE D'ILLIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Le risque d'illiquidité et de financement correspond à la possibilité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. Les obligations financières comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, de même que les exigences visant les engagements au titre de prêts, les placements et le nantissement.

La Banque maintient des liquidités et un financement qui sont appropriés aux fins de la mise en œuvre de sa stratégie, de sorte que le risque d'illiquidité et de financement demeure largement dans les limites de son profil de risque.

La Banque surveille quotidiennement les liquidités et veille à ce que les indicateurs de liquidité respectent les limites établies, en accordant une attention particulière aux échéances des dépôts et des prêts ainsi qu'à la disponibilité et à la demande de fonds au moment de la planification du financement. Une réserve d'actifs liquides non grevés qui sont immédiatement disponibles est maintenue et constitue sa réserve de liquidités. Cette réserve ne tient pas compte de la disponibilité des facilités de liquidités en cas d'urgence de la banque centrale. Les besoins sont déterminés en fonction de scénarios évaluant les actifs liquides nécessaires pour couvrir des taux prédéterminés de retrait de financement de gros et de dépôts de particuliers au cours de périodes précises.

La Banque reçoit des dépôts de clients particuliers, commerciaux et institutionnels et a accès à du financement de gros de sources diversifiées. De plus, la Banque obtient des dépôts de particuliers par différents canaux, notamment le réseau de succursales au Québec et par l'entremise de conseillers et de courtiers, ainsi que le canal numérique. Les options de financement de gros comprennent la titrisation de prêts et l'émission de titres de participation ou de titres d'emprunt sur les marchés des capitaux. Les limites relatives aux sources de financement font l'objet d'une surveillance par le comité de gestion de l'actif et du passif, le comité exécutif et le conseil d'administration.

La Banque gère également ses liquidités conformément aux mesures de liquidité réglementaires de la ligne directrice exhaustive de portée nationale, intitulée « Normes de liquidité » (LAR), du BSIF. Ces mesures réglementaires comprennent le ratio de liquidité à court terme (LCR) qui prend appui sur le dispositif international de Bâle III relatif à la liquidité du CBCB, et l'outil de surveillance des flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF) conçu par le BSIF. Selon le LCR, les banques sont tenues de détenir un encours d'actifs liquides de haute qualité pour satisfaire aux obligations financières nettes à court terme permettant de surmonter une crise grave d'une période de trente jours.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, la Banque se conformait à la ligne directrice LAR.

### Notes de crédit

Les dépôts de particuliers, levés par le réseau de succursales au Québec et par l'intermédiaire du canal des conseillers et des courtiers, constituent la principale source de financement de la Banque. La Banque se tourne également vers les marchés de gros afin d'obtenir du financement grâce à la titrisation et au financement non garanti. La capacité de la Banque d'obtenir ce type de financement, en particulier du financement des ventes en gros, est liée aux notes de crédit attribuées par les agences de notation comme DBRS Morningstar (DBRS) et Standard & Poor's Rating Services (S&P). Les révisions des notes de crédit de la Banque pourraient donc avoir une incidence sur le financement des activités et sur les autres obligations de garantie.

Les modifications aux notes de crédit pourraient également avoir une incidence sur la participation de la Banque à d'autres arrangements bancaires. La Banque assure une surveillance régulière de l'incidence d'un déclassement hypothétique de sa note de crédit sur les exigences en matière de garantie. Au 31 janvier 2021, les garanties additionnelles qui seraient requises dans l'éventualité d'une baisse d'un cran à trois crans de la note de crédit sont négligeables.

Le tableau 12 présente les notes de crédit de la Banque attribuées par les agences de notation.

TABLEAU 12  
NOTES DE CRÉDIT

Au 24 février 2021

	DBRS	S & P
Dépôts et dette à long terme	A (bas)	BBB
Instruments à court terme	R-1 (bas)	A-2
Dette subordonnée admissible comme fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV »)	BBB (bas)	BB+
Actions privilégiées admissibles comme FPUNV	Pfd-3	BB-
Perspectives	Négatives <sup>(1)</sup>	Négatives <sup>(2)</sup>

(1) Les tendances accompagnant les notations constituent une indication de l'avis de DBRS sur les perspectives de la notation en question : « positive », « stable » ou « négative ». La tendance indique la direction que DBRS prévoit pour la notation si la tendance se maintient ou, dans certains cas, à moins que certains défis soient relevés. Une tendance positive ou négative n'indique pas un changement de note imminent. En général, les conditions menant à l'attribution d'une tendance négative ou positive se résorbent en 12 mois ou moins.

(2) Une perspective de notation attribuée par S&P est une évaluation de l'évolution potentielle d'une note de crédit à long terme sur un horizon à moyen terme (en général de six mois à deux ans). Tout changement dans les conditions économiques ou financières est pris en considération dans la détermination d'une perspective de notation. Une perspective ne constitue pas nécessairement un signe avant-coureur d'un changement de note de crédit ou d'une intervention future. Les perspectives de notation déterminées par S&P et leur signification sont les suivantes : « positive » signifie que la note pourrait être haussée; « négative » signifie que la note pourrait être abaissée; « stable » signifie qu'il est peu probable que la note change; « en développement » signifie qu'une note pourrait être haussée ou abaissée.

### Échéance contractuelle des actifs et des passifs

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs à leur valeur comptable (p. ex., au coût amorti ou à la juste valeur) aux dates de clôture ci-après. Les détails ayant trait à l'échéance contractuelle constituent une source d'information pour la gestion du risque d'illiquidité.

TABLEAU 13

## ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

Au 31 janvier 2021

En milliers de dollars canadiens (non audité)	À terme							Aucune échecance	Total
	De 0 à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 9 mois	Plus de 9 mois à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		
<b>Actifs</b>									
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	79 033 \$	79 033 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	570 966	—	—	25 000	—	—	—	84 995	680 961
Valeurs mobilières	511 751	161 805	307 098	367 464	977 410	1 770 562	1 738 086	374 561	6 208 737
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	3 127 012	—	79 634	—	298 288	—	—	—	3 504 934
<b>Prêts <sup>(1)</sup></b>									
Prêts personnels	16 431	17 962	33 275	34 113	93 139	70 991	11 364	3 696 567	3 973 842
Prêts hypothécaires résidentiels	924 328	1 235 823	929 081	1 064 637	3 426 552	8 364 720	43 120	113 716	16 101 977
Prêts commerciaux	2 172 670	1 241 350	884 431	804 471	2 400 210	2 063 461	1 327 771	2 257 575	13 151 939
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	—	—	—	—	—	—	—	(185 326)	(185 326)
	3 113 429	2 495 135	1 846 787	1 903 221	5 919 901	10 499 172	1 382 255	5 882 532	33 042 432
<b>Autres</b>	1 858	816	1 017	2 670	2 758	2 088	17 432	1 645 872	1 674 511
<b>Actifs totaux</b>	<b>7 325 016 \$</b>	<b>2 657 756 \$</b>	<b>2 234 536 \$</b>	<b>2 298 355 \$</b>	<b>7 198 357 \$</b>	<b>12 271 822 \$</b>	<b>3 137 773 \$</b>	<b>8 066 993 \$</b>	<b>45 190 608 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>									
<b>Dépôts</b>									
Dépôts de particuliers <sup>(1)</sup>	2 133 425 \$	1 664 924 \$	1 438 828 \$	1 865 980 \$	3 343 851 \$	2 459 393 \$	27 275 \$	5 333 114 \$	18 266 790 \$
Dépôts d'entreprises, de banques et autres dépôts <sup>(1)</sup>	219 454	201 367	140 888	118 002	166 496	46 292	851	1 701 463	2 594 813
Dépôts de gros	951 000	74 148	238 450	159 719	613 012	709 420	—	—	2 745 749
	3 303 879	1 940 439	1 818 166	2 143 701	4 123 359	3 215 105	28 126	7 034 577	23 607 352
<b>Engagements au titre des valeurs vendues à découvert <sup>(2)</sup></b>									
	987 143	62 222	27 961	18 931	174 125	882 380	1 523 836	(3 560)	3 673 038
<b>Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat</b>									
	1 907 445	—	159 871	—	651 245	—	—	—	2 718 561
<b>Autres passifs</b>	2 994	3 548	3 491	3 470	22 807	31 146	90 465	1 455 612	1 613 533
<b>Dettes liées aux activités de titrisation <sup>(3)</sup></b>									
	339 469	704 394	291 290	610 207	1 637 770	5 754 191	1 100 762	145 566	10 583 649
<b>Dettes subordonnées</b>	—	—	—	—	349 528	—	—	—	349 528
<b>Capitaux propres</b>	—	125 000	—	—	—	125 000	—	2 394 947	2 644 947
<b>Passifs et capitaux propres totaux</b>	<b>6 540 930 \$</b>	<b>2 835 603 \$</b>	<b>2 300 779 \$</b>	<b>2 776 309 \$</b>	<b>6 958 834 \$</b>	<b>10 007 822 \$</b>	<b>2 743 189 \$</b>	<b>11 027 142 \$</b>	<b>45 190 608 \$</b>

(1) Il est présumé que les éléments pouvant être recouverts à vue n'ont pas d'échéance précise.

(2) Les montants sont fonction de l'échéance contractuelle résiduelle de la valeur sous-jacente.

(3) Les flux de trésorerie de titrisation de prêts personnels suivent un modèle de remboursement anticipé.

En milliers de dollars canadiens (non audité)	À terme								Total
	De 0 à 3 mois	Plus de 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 9 mois	Plus de 9 mois à 1 an	Plus de 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance	
<b>Actifs</b>									
<b>Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques</b>	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	69 661 \$	69 661 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	482 960	—	—	25 000	—	—	—	95 221	603 181
<b>Valeurs mobilières</b>	652 671	268 379	109 515	252 828	751 986	2 074 340	1 352 518	336 979	5 799 216
<b>Valeurs acquises en vertu de conventions de revente</b>	2 173 297	639 005	—	79 634	248 292	—	—	—	3 140 228
<b>Prêts <sup>(1)</sup></b>									
Prêts personnels	18 583	17 726	14 713	33 193	91 301	104 487	12 224	3 828 648	4 120 875
Prêts hypothécaires résidentiels	1 087 848	1 083 096	1 216 124	968 575	3 871 161	7 948 695	50 837	115 554	16 341 890
Prêts commerciaux	2 342 341	919 009	1 172 762	758 031	2 421 636	2 027 004	1 097 008	1 992 569	12 730 360
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	—	—	—	—	—	—	—	[173 522]	[173 522]
	3 448 772	2 019 831	2 403 599	1 759 799	6 384 098	10 080 186	1 160 069	5 763 249	33 019 603
<b>Autres</b>	2 924	604	615	688	4 041	685	—	1 526 214	1 535 771
<b>Actifs totaux</b>	<b>6 760 624 \$</b>	<b>2 927 819 \$</b>	<b>2 513 729 \$</b>	<b>2 117 949 \$</b>	<b>7 388 417 \$</b>	<b>12 155 211 \$</b>	<b>2 512 587 \$</b>	<b>7 791 324 \$</b>	<b>44 167 660 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>									
<b>Dépôts</b>									
Dépôts de particuliers <sup>(1)</sup>	2 166 644 \$	2 105 253 \$	1 671 329 \$	1 461 809 \$	3 358 456 \$	2 774 267 \$	28 893 \$	5 229 499 \$	18 796 150 \$
Dépôts d'entreprises, de banques et autres dépôts <sup>(1)</sup>	244 701	160 147	206 613	146 803	170 395	46 704	844	1 663 364	2 639 571
Dépôts institutionnels	416 900	648 000	—	238 450	778 610	402 522	—	—	2 484 482
	2 828 245	2 913 400	1 877 942	1 847 062	4 307 461	3 223 493	29 737	6 892 863	23 920 203
<b>Engagements au titre des valeurs vendues à découvert <sup>(2)</sup></b>	<b>752 043</b>	<b>66 222</b>	<b>5 873</b>	<b>50 886</b>	<b>162 715</b>	<b>754 313</b>	<b>1 227 405</b>	<b>1 252</b>	<b>3 020 709</b>
<b>Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat</b>	<b>343 343</b>	<b>1 404 868</b>	<b>—</b>	<b>159 793</b>	<b>503 645</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2 411 649</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>3 048</b>	<b>3 610</b>	<b>3 552</b>	<b>3 531</b>	<b>23 208</b>	<b>31 695</b>	<b>92 018</b>	<b>1 509 257</b>	<b>1 669 919</b>
<b>Dettes liées aux activités de titrisation <sup>(3)</sup></b>	<b>536 301</b>	<b>362 566</b>	<b>708 099</b>	<b>290 437</b>	<b>1 637 102</b>	<b>5 406 786</b>	<b>1 092 918</b>	<b>150 288</b>	<b>10 184 497</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>349 442</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>349 442</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>125 000</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>125 000</b>	<b>—</b>	<b>2 361 241</b>	<b>2 611 241</b>
<b>Passifs et capitaux propres totaux</b>	<b>4 462 980 \$</b>	<b>4 750 666 \$</b>	<b>2 720 466 \$</b>	<b>2 351 709 \$</b>	<b>6 983 573 \$</b>	<b>9 541 287 \$</b>	<b>2 442 078 \$</b>	<b>10 914 901 \$</b>	<b>44 167 660 \$</b>

(1) Il est présumé que les éléments pouvant être recouverts à vue n'ont pas d'échéance précise.

(2) Les montants sont fonction de l'échéance contractuelle résiduelle de la valeur sous-jacente.

(3) Les flux de trésorerie de titrisation de prêts personnels suivent un modèle de remboursement anticipé.

## DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES – RÉSULTATS TRIMESTRIELS

TABLEAU 14  
DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES – RÉSULTATS TRIMESTRIELS

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 juillet 2020	30 avril 2020	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 juillet 2019	30 avril 2019
Revenu net d'intérêt	173 074 \$	169 346 \$	173 546 \$	170 747 \$	168 785 \$	173 205 \$	176 042 \$	164 564 \$
Autres revenus	74 300	74 193	75 063	69 401	69 928	68 433	68 611	75 317
Revenu total	247 374	243 539	248 609	240 148	238 713	241 638	244 653	239 881
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	—	100	127	179	232	284	336	390
Provisions pour pertes sur créances	16 800	24 200	22 300	54 900	14 900	12 600	12 100	9 200
Frais autres que d'intérêt	174 063	177 592	183 777	183 516	188 902	180 828	177 858	183 131
Résultat avant impôts sur le résultat	56 511	41 647	42 405	1 553	34 679	47 926	54 359	47 160
Impôts sur le résultat	11 692	4 836	6 188	[7 332]	2 507	6 583	6 561	3 847
Résultat net	44 819 \$	36 811 \$	36 217 \$	8 885 \$	32 172 \$	41 343 \$	47 798 \$	43 313 \$
Résultat par action								
de base	0,96 \$	0,79 \$	0,77 \$	0,13 \$	0,68 \$	0,90 \$	1,05 \$	0,95 \$
dilué	0,96 \$	0,79 \$	0,77 \$	0,13 \$	0,68 \$	0,90 \$	1,05 \$	0,95 \$

## RÉGIE D'ENTREPRISE ET MODIFICATIONS AU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du premier trimestre clos le 31 janvier 2021, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) n'a eu une incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le CIIF.

Le conseil d'administration de la Banque Laurentienne du Canada a approuvé ce document avant sa diffusion.

## MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales méthodes comptables auxquelles se conforme la Banque sont présentées aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels 2020. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2021 ont été préparés conformément à ces méthodes comptables.

Certaines de ces méthodes comptables sont jugées critiques, étant donné qu'elles exigent de la direction qu'elle exerce son jugement pour formuler des estimations particulièrement importantes qui, du fait de leur nature, soulèvent des incertitudes. Les modifications de ces estimations pourraient avoir une incidence considérable sur les états financiers consolidés de la Banque. Voir la rubrique « Méthodes et estimations comptables critiques » du rapport annuel 2020 de la Banque ainsi que les notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels 2020 pour de plus amples renseignements.

### Incidence de la COVID-19 sur les jugements, estimations et hypothèses

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements concernant la conjoncture économique future. La pandémie mondiale qui a fait suite à l'écllosion de la COVID-19 a amplifié l'incertitude à l'égard des hypothèses utilisées par la direction pour poser des jugements et faire des estimations. Il est difficile de prédire à l'heure actuelle toute l'ampleur de l'incidence que la COVID-19, y compris celle des réponses que les gouvernements ou les organismes de réglementation, ou les deux, prendront pour faire face à la pandémie, aura sur l'économie du Canada et des États-Unis et les activités de la Banque, laquelle est hautement incertaine. Par conséquent, le niveau de l'incertitude associée aux jugements et aux estimations de la direction a augmenté. Voir la rubrique « Méthodes et estimations comptables critiques » du rapport annuel 2020 de la Banque ainsi que les notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels 2020.

## MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES À VENIR

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes existantes qui s'appliquent pour la Banque à divers exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021. À l'exception de l'adoption du Cadre conceptuel de l'information financière le 1<sup>er</sup> novembre 2020, il n'y a eu aucune mise à jour importante des méthodes comptables à venir présentées à la note 4 des états financiers consolidés annuels 2020 et à la rubrique « Modifications de méthodes comptables à venir » du rapport annuel 2020 de la Banque.

CETTE PAGE BLANCHE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT

# BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

### INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

AU 31 JANVIER 2021 ET POUR LA PÉRIODE CLOSE À CETTE DATE

#### TABLE DES MATIÈRES

BILAN CONSOLIDÉ.....	24
ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ.....	25
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ.....	26
ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ.....	27
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ.....	29
<b>NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>	
1. Information générale.....	30
2. Mode de présentation.....	30
3. Modifications de méthodes comptables à venir.....	31
4. Valeurs mobilières.....	31
5. Prêts et corrections de valeur pour pertes sur créances.....	32
6. Titrisation et entités structurées.....	40
7. Dépôts.....	41
8. Capital-actions.....	41
9. Rémunération fondée sur des actions.....	43
10. Avantages postérieurs à l'emploi.....	44
11. Résultat par action.....	45
12. Instruments financiers – juste valeur.....	45
13. Revenu lié aux instruments financiers.....	45
14. Passifs éventuels.....	46
15. Charges de restructuration.....	46

## BILAN CONSOLIDÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Notes	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre, 2020
<b>Actif</b>			
<b>Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques</b>		<b>79 033 \$</b>	<b>69 661 \$</b>
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>		<b>680 961</b>	<b>603 181</b>
<b>Valeurs mobilières</b>	<b>4 et 6</b>		
Au coût amorti		2 903 618	3 109 698
À la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)		3 030 714	2 414 939
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)		274 405	274 579
		<b>6 208 737</b>	<b>5 799 216</b>
<b>Valeurs acquises en vertu de conventions de revente</b>		<b>3 504 934</b>	<b>3 140 228</b>
<b>Prêts</b>	<b>5 et 6</b>		
Personnels		3 973 842	4 120 875
Hypothécaires résidentiels		16 101 977	16 341 890
Commerciaux		13 151 939	12 730 360
		<b>33 227 758</b>	<b>33 193 125</b>
Corrections de valeur pour pertes sur prêts		(185 326)	(173 522)
		<b>33 042 432</b>	<b>33 019 603</b>
<b>Autres</b>			
Dérivés		319 577	295 122
Immobilisations corporelles		194 011	199 869
Logiciels et autres immobilisations incorporelles		372 803	380 259
Goodwill		115 033	117 286
Actif d'impôt différé		59 107	62 216
Autres actifs		613 980	481 019
		<b>1 674 511</b>	<b>1 535 771</b>
		<b>45 190 608 \$</b>	<b>44 167 660 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Dépôts</b>	<b>7</b>		
Particuliers		18 266 790 \$	18 796 150 \$
Entreprises, banques et autres		5 340 562	5 124 053
		<b>23 607 352</b>	<b>23 920 203</b>
<b>Autres</b>			
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert		3 673 038	3 020 709
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		2 718 561	2 411 649
Dérivés		103 795	127 412
Passif d'impôt différé		54 342	55 333
Autres passifs	<b>14</b>	1 455 396	1 487 174
		<b>8 005 132</b>	<b>7 102 277</b>
<b>Dettes liées aux activités de titrisation</b>	<b>6</b>	<b>10 583 649</b>	<b>10 184 497</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		<b>349 528</b>	<b>349 442</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Actions privilégiées	<b>8</b>	244 038	244 038
Actions ordinaires	<b>8</b>	1 162 674	1 159 488
Résultats non distribués		1 197 243	1 152 973
Cumul des autres éléments du résultat global		37 897	52 215
Réserve pour rémunération fondée sur des actions	<b>9</b>	3 095	2 527
		<b>2 644 947</b>	<b>2 611 241</b>
		<b>45 190 608 \$</b>	<b>44 167 660 \$</b>

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.



## ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action (non audité)	Notes	Pour les trimestres clos les		
		31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Revenu d'intérêt et de dividendes</b>	<b>13</b>			
Prêts		288 817 \$	290 794 \$	354 621 \$
Valeurs mobilières		11 753	10 662	17 696
Dépôts auprès de banques		427	281	2 329
Autres, incluant les dérivés		25 373	28 839	4 909
		<b>326 370</b>	<b>330 576</b>	<b>379 555</b>
<b>Frais d'intérêt</b>	<b>13</b>			
Dépôts		103 851	112 874	153 845
Dette liée aux activités de titrisation		43 908	42 531	47 697
Dette subordonnée		3 828	3 824	3 831
Autres, incluant les dérivés		1 709	2 001	5 397
		<b>153 296</b>	<b>161 230</b>	<b>210 770</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>		<b>173 074</b>	<b>169 346</b>	<b>168 785</b>
<b>Autres revenus</b>				
Commissions sur prêts		16 097	16 893	15 294
Frais et commissions de courtage en valeurs mobilières		14 110	12 570	10 600
Commissions sur la vente de fonds communs de placement		11 635	11 183	10 934
Frais de service		7 237	7 981	9 327
Revenus tirés des instruments financiers		9 091	9 082	4 806
Revenus tirés des services de cartes		6 699	6 700	8 551
Frais tirés des comptes d'investissement		3 755	4 196	4 261
Revenus d'assurance, montant net		2 689	2 817	3 062
Autres		2 987	2 771	3 093
		<b>74 300</b>	<b>74 193</b>	<b>69 928</b>
<b>Revenu total</b>		<b>247 374</b>	<b>243 539</b>	<b>238 713</b>
<b>Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis</b>		—	100	232
<b>Provisions pour pertes sur créances</b>	<b>5</b>	<b>16 800</b>	<b>24 200</b>	<b>14 900</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>				
Salaires et avantages du personnel	<b>9 et 10</b>	95 406	88 811	95 269
Frais d'occupation de locaux et technologie		48 456	49 949	49 767
Autres		29 580	34 670	41 132
Charges de restructuration	<b>15</b>	621	4 162	2 734
		<b>174 063</b>	<b>177 592</b>	<b>188 902</b>
<b>Résultat avant impôts sur le résultat</b>		<b>56 511</b>	<b>41 647</b>	<b>34 679</b>
Impôts sur le résultat		11 692	4 836	2 507
<b>Résultat net</b>		<b>44 819 \$</b>	<b>36 811 \$</b>	<b>32 172 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes		3 117	2 874	3 197
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>		<b>41 702 \$</b>	<b>33 937 \$</b>	<b>28 975 \$</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)</b>				
de base		43 273	43 161	42 666
dilué		43 273	43 161	42 740
<b>Résultat par action</b>	<b>11</b>			
de base		0,96 \$	0,79 \$	0,68 \$
dilué		0,96 \$	0,79 \$	0,68 \$
<b>Dividendes déclarés par action</b>				
Actions ordinaires		0,40 \$	0,40 \$	0,67 \$
Actions privilégiées – série 13		0,26 \$	0,26 \$	0,26 \$
Actions privilégiées – série 15		0,37 \$	0,37 \$	0,37 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultat net</b>	<b>44 819 \$</b>	36 811 \$	32 172 \$
<b>Autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat</b>			
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés à l'état du résultat			
Variation nette des titres d'emprunt à la JVAERG			
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les titres d'emprunt à la JVAERG	17	(26)	(17)
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les titres d'emprunt à la JVAERG	(204)	(53)	24
	<b>(187)</b>	<b>(79)</b>	<b>7</b>
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	<b>(1 333)</b>	(3 109)	2 242
Écarts de conversion, montant net			
Profits de change latents (pertes de change latentes) sur les investissements dans des établissements à l'étranger, montant net	<b>(19 277)</b>	(2 155)	2 419
Profits sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net	<b>6 479</b>	1 201	147
	<b>(12 798)</b>	(954)	2 566
	<b>(14 318)</b>	<b>(4 142)</b>	<b>4 815</b>
Éléments qui ne peuvent ultérieurement être reclassés à l'état du résultat			
Profits (pertes) à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel	<b>4 620</b>	6 959	(2 904)
Profits nets sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG	<b>15 243</b>	4 315	4 758
	<b>19 863</b>	11 274	1 854
Total des autres éléments du résultat global, après impôts sur le résultat	<b>5 545</b>	7 132	6 669
<b>Résultat global</b>	<b>50 364 \$</b>	43 943 \$	38 841 \$

### IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT — AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les impôts sur le résultat (le recouvrement) liés à chaque composante des autres éléments du résultat global sont présentés dans le tableau suivant.

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Variation nette des titres d'emprunt à la JVAERG			
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les titres d'emprunt à la JVAERG	<b>6 \$</b>	(29)\$	(6)\$
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les titres d'emprunt à la JVAERG	<b>(73)</b>	(19)	9
	<b>(67)</b>	(48)	3
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	<b>(481)</b>	(1 157)	808
Écarts de conversion, montant net			
Profits sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net	<b>(86)</b>	(422)	—
Profits (pertes) à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel	<b>1 664</b>	2 459	(1 047)
Profits nets sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG	<b>5 496</b>	1 556	1 717
	<b>6 526 \$</b>	2 388 \$	1 481 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

## ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Cumul des autres éléments du résultat global							Réserve pour rémunération fondée sur des actions	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées (note 8)	Actions ordinaires (note 8)	Résultats non distribués	Titres d'emprunt à la JVAERG	Couvertures de flux de trésorerie	Conversion des établissements à l'étranger	Total		
Solde au 31 octobre 2020	244 038 \$	1 159 488 \$	1 152 973 \$	1 784 \$	43 593 \$	6 838 \$	52 215 \$	2 527 \$	2 611 241 \$
Résultat net			44 819						44 819
Autres éléments du résultat global (après impôts sur le résultat)									
Profits latents nets sur les titres d'emprunt à la JVAERG				17			17		17
Reclassement en résultat net des profits nets sur les titres d'emprunt à la JVAERG				(204)			(204)		(204)
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					(1 333)		(1 333)		(1 333)
Pertes de change latentes sur les investissements dans des établissements à l'étranger, montant net						(19 277)	(19 277)		(19 277)
Profits sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net						6 479	6 479		6 479
Profits à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel			4 620						4 620
Profits nets sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG			15 243						15 243
Résultat global			64 682	(187)	(1 333)	(12 798)	(14 318)		50 364
Émission d'actions		3 186							3 186
Rémunération fondée sur des actions								568	568
Dividendes									
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(3 117)						(3 117)
Actions ordinaires			(17 295)						(17 295)
Solde au 31 janvier 2021	244 038 \$	1 162 674 \$	1 197 243 \$	1 597 \$	42 260 \$	(5 960) \$	37 897 \$	3 095 \$	2 644 947 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

## ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ (SUITE)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Actions privilégiées (note 8)	Actions ordinaires (note 8)	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Total	Réserve pour rémunération fondée sur des actions	Total des capitaux propres
				Titres d'emprunts à la JVAERG	Couvertures de flux de trésorerie	Conversion des établissements à l'étranger			
Solde au 1 <sup>er</sup> novembre 2019	244 038 \$	1 139 193 \$	1 154 412 \$	328 \$	21 049 \$	(430) \$	20 947 \$	1 815 \$	2 560 405 \$
Résultat net			32 172						32 172
Autres éléments du résultat global (après impôts sur le résultat)									
Pertes latentes nettes sur les titres d'emprunt à la JVAERG				(17)			(17)		(17)
Reclassement en résultat net des pertes nettes sur les titres d'emprunt à la JVAERG				24			24		24
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					2 242		2 242		2 242
Profits de change latents sur les investissements dans des établissements à l'étranger, montant net						2 419	2 419		2 419
Profits sur les couvertures des investissements dans des établissements à l'étranger, montant net						147	147		147
Pertes à la réévaluation des régimes d'avantages du personnel			(2 904)						(2 904)
Profits nets sur les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG			4 758						4 758
Résultat global			34 026	7	2 242	2 566	4 815		38 841
Émission d'actions		5 194							5 194
Rémunération fondée sur des actions								754	754
Dividendes									
Actions privilégiées, y compris les impôts connexes			(3 197)						(3 197)
Actions ordinaires			(28 560)						(28 560)
Solde au 31 janvier 2020	244 038 \$	1 144 387 \$	1 156 681 \$	335 \$	23 291 \$	2 136 \$	25 762 \$	2 569 \$	2 573 437 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En milliers de dollars canadiens (non audité)	Notes	Pour les trimestres clos les		
		31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Résultat net		44 819 \$	36 811 \$	32 172 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :				
Provisions pour pertes sur créances	5	16 800	24 200	14 900
Impôt différé		540	(2 839)	(293)
Amortissement des immobilisations corporelles		5 924	5 944	5 891
Amortissement des logiciels et autres immobilisations incorporelles		10 365	10 500	10 087
Variation des actifs et des passifs d'exploitation :				
Prêts		(38 492)	(395 566)	128 783
Acceptations		—	(134 800)	(47 481)
Valeurs mobilières à la JVRN		(615 775)	755 830	524 597
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente		(364 706)	(350 098)	(633 612)
Intérêts courus à recevoir		5 373	(3 821)	22 657
Actifs dérivés		(24 455)	52 006	2 655
Dépôts		(312 851)	(649 572)	(451 651)
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert		652 329	(94 655)	814 899
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		306 912	(187 043)	(435 396)
Intérêts courus à payer		(57 915)	12 558	(24 236)
Passifs dérivés		(23 617)	(32 972)	16 298
Dette liée aux activités de titrisation		399 152	822 805	13 643
Autres, montant net		(128 394)	259 080	61 891
		(123 991)	128 368	55 804
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Paiement d'obligations locatives		(4 676)	(4 664)	(4 663)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	8	—	1 568	20
Dividendes		(3 058)	(17 362)	(47 402)
		(7 734)	(20 458)	(52 045)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Variation des valeurs mobilières au coût amorti				
Acquisitions		(310 175)	(796 876)	(733 085)
Produit à la vente et à l'échéance		516 257	839 564	1 019 973
Variations des valeurs mobilières à la JVAERG				
Acquisitions		(80 243)	(43 058)	(84 732)
Produit à la vente et à l'échéance		101 090	53 457	89 999
Produit de la vente de portefeuilles de prêts		—	54 376	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles et de logiciels et d'autres immobilisations incorporelles		(4 705)	(3 862)	(16 139)
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques		(77 780)	(228 646)	(291 248)
		144 444	(125 045)	(15 232)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques				
		(3 347)	(803)	88
Variation nette de la trésorerie et des dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques				
		9 372	(17 938)	(11 385)
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques au début de la période				
		69 661	87 599	90 658
<b>Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès de banques à la fin de la période</b>				
		79 033 \$	69 661 \$	79 273 \$
<b>Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :</b>				
Intérêts versés au cours de la période		215 504 \$	145 438 \$	237 003 \$
Intérêts reçus au cours de la période		334 928 \$	316 336 \$	400 439 \$
Dividendes reçus au cours de la période		3 290 \$	3 608 \$	3 855 \$
Impôts sur le résultat payés (reçus) au cours de la période		23 866 \$	(3 703) \$	5 071 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires

# NOTES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire (non audité)

## 1. INFORMATION GÉNÉRALE

La Banque Laurentienne du Canada (la Banque) offre des services financiers à ses clients particuliers, commerciaux et institutionnels. La Banque exerce principalement ses activités au Canada et aux États-Unis.

La Banque est la société mère ultime du groupe. La Banque est une banque à charte de l'annexe 1 de la *Loi sur les banques* (Canada). Son siège social est situé à Montréal, au Canada, et son bureau principal, à Toronto, au Canada. Les actions ordinaires de la Banque (symbole boursier : LB) sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période close le 31 janvier 2021 ont reçu l'approbation du conseil d'administration aux fins de publication le 2 mars 2021.

## 2. MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ont également été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), les états financiers doivent être préparés selon les IFRS.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 préparés selon les IFRS. Les méthodes comptables décrites à la note 3 des états financiers consolidés annuels ont été appliquées uniformément pour toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception de certains éléments comptabilisés à la juste valeur, comme il est décrit à la note 3 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, soit la monnaie de présentation de la Banque.

### 2.1 MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

#### Cadre conceptuel de l'information financière

En mars 2018, l'IASB a publié un ensemble de concepts complet pour l'information financière, le *Cadre conceptuel de l'information financière révisé* (cadre conceptuel), qui remplace la version précédente du cadre conceptuel publiée en 2010. Le cadre conceptuel établit les concepts fondamentaux pour l'information financière qui orientent l'IASB dans l'élaboration des normes IFRS. Il vise à s'assurer que les normes sont théoriquement cohérentes et que les transactions similaires sont traitées de la même façon afin de fournir de l'information utile aux investisseurs, prêteurs et autres créanciers.

Le cadre conceptuel révisé est entré en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les sociétés qui utilisent le cadre conceptuel pour élaborer des méthodes comptables lorsqu'aucune norme IFRS ne s'applique à une transaction donnée.

L'adoption du cadre conceptuel révisé n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Banque au 1<sup>er</sup> novembre 2020.

### 2.2 JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

La préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires exige de la direction qu'elle pose des jugements importants et fasse des estimations et des hypothèses subjectives ayant une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, revenus, charges et d'autres informations connexes. Les estimations faites par la direction sont fondées sur des données historiques et d'autres hypothèses jugées raisonnables.

Des jugements ont été posés, et des estimations et des hypothèses ont été formulées, notamment à l'égard des éléments comptables suivants et sont traités comme il est mentionné dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 :

Juste valeur des instruments financiers	Notes 3 et 23	Avantages postérieurs à l'emploi	Notes 3 et 19
Corrections de valeur pour pertes sur créances	Notes 3 et 7	Impôts sur le résultat	Notes 3 et 20
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	Notes 3, 10 et 11	Provisions et passifs éventuels	Notes 3 et 30

En raison des incertitudes inhérentes et du degré élevé de subjectivité qui caractérisent la comptabilisation ou l'évaluation des éléments énumérés précédemment, les résultats des prochains périodes pourraient différer de ceux sur lesquels les estimations de la direction sont fondées, ce qui pourrait faire en sorte que les estimations et les jugements diffèrent considérablement des estimations et des jugements formulés par la direction aux fins de l'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

### Incidence de la COVID-19 sur les jugements, estimations et hypothèses

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements concernant la conjoncture économique future. La pandémie mondiale qui a fait suite à l'écllosion d'un coronavirus (COVID-19) a amplifié l'incertitude à l'égard des hypothèses utilisées par la direction pour poser des jugements et faire des estimations. Il est difficile de prédire à l'heure actuelle toute l'ampleur de l'incidence que la COVID-19, y compris celle des réponses que les gouvernements ou les organismes de réglementation, ou les deux, prendront pour faire face à la pandémie, aura sur l'économie du Canada et des États-Unis et les activités de la Banque, laquelle est hautement incertaine. Par conséquent, le niveau de l'incertitude associée aux jugements et aux estimations de la direction a augmenté.

### 3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES À VENIR

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes existantes qui sont applicables à la Banque au cours de diverses périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021. À l'exception de l'adoption du *Cadre conceptuel de l'information financière* au 1<sup>er</sup> novembre 2020, il n'y a pas eu des mises à jour importantes des modifications comptables à venir présentées à la note 4 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

### 4. VALEURS MOBILIÈRES

#### Qualité du crédit

Au 31 janvier 2021, les titres d'emprunt au coût amorti et à la JVAERG étaient classés au stade 1, la note de crédit à laquelle ils se rapportaient étant principalement considérée comme étant à faible risque aux fins de la notation interne du risque de la Banque. Au 31 janvier 2021, les corrections de valeur pour pertes sur créances à l'égard des titres d'emprunt au coût amorti et à l'égard des titres d'emprunt à la JVAERG s'établissaient respectivement à 0,2 million \$ (0,2 million \$ au 31 octobre 2020) et 0,2 million \$ (0,2 million \$ au 31 octobre 2020).

#### Valeurs mobilières au coût amorti

	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
Valeurs mobilières émises ou garanties		
par le Canada <sup>(1)</sup>	1 066 059 \$	1 048 606 \$
par des provinces	1 594 809	1 550 127
par des municipalités	178 793	117 993
Autres titres d'emprunt	63 957	392 972
	<b>2 903 618 \$</b>	<b>3 109 698 \$</b>

(1) Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

#### Valeurs mobilières à la JVAERG

Le tableau ci-dessous présente les profits et pertes latents cumulés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global :

	Au 31 janvier 2021			
	Coût amorti	Profits latents	Pertes latentes	Juste valeur <sup>(1)</sup>
Valeurs mobilières émises ou garanties				
par le Canada <sup>(2)</sup>	7 935 \$	285 \$	— \$	8 220 \$
par des provinces	10 504	405	1	10 908
par des municipalités	43 512	904	—	44 416
Autres titres d'emprunt	23 811	932	—	24 743
Titres adossés à des actifs	545	6	—	551
Actions privilégiées	171 035	4 623	10 716	164 942
Actions ordinaires et autres valeurs mobilières	19 896	1 182	453	20 625
	<b>277 238 \$</b>	<b>8 337 \$</b>	<b>11 170 \$</b>	<b>274 405 \$</b>

(1) Les corrections de valeur pour pertes sur créances à l'égard des titres d'emprunt classés comme étant à la JVAERG, qui totalisaient 0,2 million \$ au 31 janvier 2021, sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

(2) Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

Au 31 octobre 2020

	Coût amorti	Profits latents	Pertes latentes	Juste valeur <sup>(1)</sup>
Valeurs mobilières émises ou garanties				
par le Canada <sup>(2)</sup>	16 405 \$	482 \$	8 \$	16 879 \$
par des provinces	9 692	435	—	10 127
par des municipalités	49 302	1 009	—	50 311
Autres titres d'emprunt	25 471	904	9	26 366
Titres adossés à des actifs	730	10	—	740
Actions privilégiées	177 122	2 171	28 025	151 268
Actions ordinaires et autres valeurs mobilières	19 460	805	1 377	18 888
	<b>298 182 \$</b>	<b>5 816 \$</b>	<b>29 419 \$</b>	<b>274 579 \$</b>

(1) Les corrections de valeur pour pertes sur créances à l'égard des titres d'emprunt classés comme étant à la JVAERG, qui totalisaient 0,2 million \$ au 31 octobre 2020, sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global.

(2) Comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

#### Titres de capitaux propres désignés à la JVAERG

La Banque a désigné certains titres de capitaux propres, dont l'objectif économique consiste principalement à les détenir pour générer un revenu de dividendes, comme étant à la JVAERG, sans reclassement ultérieur des profits ou des pertes dans le résultat net.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, un revenu de dividendes de 2,3 millions \$ a été comptabilisé en résultat sur ces placements (2,6 millions \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2020), y compris un montant négligeable au titre des placements vendus au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021 et du trimestre clos le 31 janvier 2020.

	Pour les trimestres clos les	
	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Juste valeur au début de la période	170 157 \$	189 716 \$
Variation de la juste valeur	21 053	7 731
Désignés à la JVAERG	15 610	18 429
Ventes ou rachats	(21 253)	(17 272)
Juste valeur à la fin de la période	<b>185 567 \$</b>	<b>198 604 \$</b>

## 5. PRÊTS ET CORRECTIONS DE VALEUR POUR PERTES SUR CRÉANCES

Aux 31 janvier 2021 et 2020, les prêts étaient comptabilisés au coût amorti au bilan consolidé, comme il est décrit à la note 3 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

#### Établir et évaluer les pertes de crédit attendues

Pour des renseignements additionnels sur l'évaluation des pertes de crédit attendues, voir la note 7 des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

#### Exposition au risque de crédit

Les tableaux qui suivent présentent la valeur comptable brute et nette des prêts et acceptations et des risques hors bilan aux 31 janvier 2021 et 31 octobre 2020, en fonction de la qualité du crédit et du stade de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues de chaque catégorie de prêt classé comme étant au coût amorti.



Au 31 janvier 2021

	Productifs		Dépréciés	Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	
<b>Prêts personnels</b>				
Risque très faible	2 895 079 \$	7 439 \$	— \$	2 902 518 \$
Risque faible	412 765	87 629	—	500 394
Risque moyen	308 648	217 557	—	526 205
Risque élevé	—	14 963	—	14 963
Défaillance	—	—	29 762	29 762
Valeur comptable brute	3 616 492	327 588	29 762	3 973 842
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	7 257	17 714	16 211	41 182
Valeur comptable nette	3 609 235 \$	309 874 \$	13 551 \$	3 932 660 \$
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>				
Risque très faible	10 379 915 \$	16 391 \$	— \$	10 396 306 \$
Risque faible	3 127 239	91 953	—	3 219 192
Risque moyen	1 868 669	469 058	—	2 337 727
Risque élevé	—	82 492	—	82 492
Défaillance	—	—	66 260	66 260
Valeur comptable brute	15 375 823	659 894	66 260	16 101 977
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	6 607	5 448	4 962	17 017
Valeur comptable nette	15 369 216 \$	654 446 \$	61 298 \$	16 084 960 \$
<b>Prêts commerciaux <sup>(1)</sup></b>				
Risque très faible	2 463 903 \$	20 529 \$	— \$	2 484 432 \$
Risque faible	7 138 417	141 896	—	7 280 313
Risque moyen	2 733 040	330 238	—	3 063 278
Risque élevé	—	145 831	—	145 831
Défaillance	—	—	178 085	178 085
Valeur comptable brute	12 335 360	638 494	178 085	13 151 939
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	44 837	17 004	65 286	127 127
Valeur comptable nette	12 290 523 \$	621 490 \$	112 799 \$	13 024 812 \$
<b>Total des prêts</b>				
Valeur comptable brute	31 327 675 \$	1 625 976 \$	274 107 \$	33 227 758 \$
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	58 701	40 166	86 459	185 326
Valeur comptable nette	31 268 974 \$	1 585 810 \$	187 648 \$	33 042 432 \$
<b>Risques hors bilan <sup>(2)</sup></b>				
Risque très faible	1 098 892 \$	26 188 \$	— \$	1 125 080 \$
Risque faible	1 194 259	30 239	—	1 224 498
Risque moyen	395 545	35 471	—	431 016
Risque élevé	—	9 081	—	9 081
Défaillance	—	—	—	—
Total des risques	2 688 696	100 979	—	2 789 675
Provisions pour pertes liées aux risques hors bilan	6 153	2 087	—	8 240
Total des risques, montant net	2 682 543 \$	98 892 \$	— \$	2 781 435 \$

(1) Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

(2) Comprennent les lettres de garantie et certaines tranches non utilisées des facilités de crédit approuvées.

Au 31 octobre 2020

	Productifs		Dépréciés	Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 <sup>(1)</sup>	
<b>Prêts personnels</b>				
Risque très faible	2 931 558 \$	9 080 \$	— \$	2 940 638 \$
Risque faible	445 747	104 585	—	550 332
Risque moyen	331 779	246 309	—	578 088
Risque élevé	—	15 712	—	15 712
Défaillance	—	—	36 105	36 105
Valeur comptable brute	3 709 084	375 686	36 105	4 120 875
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	6 996	17 330	17 212	41 538
Valeur comptable nette	3 702 088 \$	358 356 \$	18 893 \$	4 079 337 \$
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>				
Risque très faible	10 008 099 \$	103 223 \$	— \$	10 111 322 \$
Risque faible	3 225 724	178 993	—	3 404 717
Risque moyen	1 914 807	722 156	—	2 636 963
Risque élevé	—	123 042	—	123 042
Défaillance	—	—	65 846	65 846
Valeur comptable brute	15 148 630	1 127 414	65 846	16 341 890
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	5 158	5 001	3 605	13 764
Valeur comptable nette	15 143 472 \$	1 122 413 \$	62 241 \$	16 328 126 \$
<b>Prêts commerciaux<sup>(1)</sup></b>				
Risque très faible	2 506 784 \$	32 093 \$	— \$	2 538 877 \$
Risque faible	6 768 408	186 369	—	6 954 777
Risque moyen	2 630 411	309 950	—	2 940 361
Risque élevé	—	125 559	—	125 559
Défaillance	—	—	170 786	170 786
Valeur comptable brute	11 905 603	653 971	170 786	12 730 360
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	44 712	17 890	55 618	118 220
Valeur comptable nette	11 860 891 \$	636 081 \$	115 168 \$	12 612 140 \$
<b>Total des prêts</b>				
Valeur comptable brute	30 763 317 \$	2 157 071 \$	272 737 \$	33 193 125 \$
Corrections de valeur pour pertes sur prêts	56 866	40 221	76 435	173 522
Valeur comptable nette	30 706 451 \$	2 116 850 \$	196 302 \$	33 019 603 \$
<b>Risques hors bilan<sup>(2)</sup></b>				
Risque très faible	1 345 872 \$	28 402 \$	— \$	1 374 274 \$
Risque faible	1 374 916	53 877	—	1 428 793
Risque moyen	459 632	43 183	—	502 815
Risque élevé	—	7 527	—	7 527
Total des risques	3 180 420	132 989	—	3 313 409
Provisions pour pertes liées aux risques hors bilan	8 324	3 124	—	11 448
Total des risques, montant net	3 172 096 \$	129 865 \$	— \$	3 301 961 \$

(1) Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

(2) Comprennent les lettres de garantie et certaines tranches non utilisées des facilités de crédit approuvées.

## Prêts dépréciés

	Au 31 janvier 2021		
	Prêts dépréciés bruts	Provisions pour prêts dépréciés	Prêts dépréciés nets
Prêts personnels	29 762 \$	16 211 \$	13 551 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	66 260	4 962	61 298
Prêts commerciaux <sup>(1)</sup>	178 085	65 286	112 799
	<b>274 107 \$</b>	<b>86 459 \$</b>	<b>187 648 \$</b>
	Au 31 octobre 2020		
	Prêts dépréciés bruts	Provisions pour prêts dépréciés	Prêts dépréciés nets
Prêts personnels	36 105 \$	17 212 \$	18 893 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	65 846	3 605	62 241
Prêts commerciaux <sup>(1)</sup>	170 786	55 618	115 168
	<b>272 737 \$</b>	<b>76 435 \$</b>	<b>196 302 \$</b>

(1) Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

## Programmes d'allègement des paiements

En réponse à la pandémie de COVID-19, la Banque a mis sur pied des programmes d'allègement des paiements au cours du deuxième trimestre 2020 afin d'aider ses clients par l'entremise du report des paiements au titre des prêts hypothécaires résidentiels et de certains prêts personnels et commerciaux. Aucun report de paiement n'a été accordé pour les prêts ayant été identifiés comme dépréciés (stade 3) et les intérêts ont continué de courir et d'être comptabilisés sur les prêts pour lesquels un report de paiement a été accordé.

Le tableau ci-après présente le montant des prêts visés par un report toujours en cours au 31 janvier 2021.

	Au 31 janvier 2021	
	Montant des prêts	En % du portefeuille de prêts
Prêts personnels	71 \$	— %
Prêts hypothécaires résidentiels	17 527	0,1 %
Prêts commerciaux	7 490	0,1 %
	<b>25 088 \$</b>	<b>0,1 %</b>

## Prêts en souffrance, mais non dépréciés

Le tableau qui suit présente les prêts personnels et les prêts hypothécaires résidentiels qui sont en souffrance, mais qui ne sont pas classés comme étant dépréciés. Le solde des prêts commerciaux en souffrance, mais non dépréciés n'est pas significatif. Les prêts pour lesquels un report de paiement a été accordé ne sont pas considérés en souffrance si les conditions de report sont respectées.

	Au 31 janvier 2021		
	De 1 jour à 31 jours	De 32 jours à 90 jours	Total
<b>Prêts personnels</b>	<b>48 588 \$</b>	<b>19 769 \$</b>	<b>68 357 \$</b>
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>	<b>153 802</b>	<b>36 338</b>	<b>190 140</b>
	<b>202 390 \$</b>	<b>56 107 \$</b>	<b>258 497 \$</b>
	Au 31 octobre 2020		
	De 1 jour à 31 jours	De 32 jours à 90 jours	Total
Prêts personnels	51 919 \$	20 796 \$	72 715 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	172 001	34 298	206 299
	<b>223 920 \$</b>	<b>55 094 \$</b>	<b>279 014 \$</b>

## Rapprochement des corrections de valeur pour pertes sur créances

Le tableau qui suit présente le rapprochement des corrections de valeur pour pertes sur créances pour chaque catégorie de prêt classé comme étant au coût amorti, en fonction du stade de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues.

### Rapprochement trimestriel

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021			
	Productifs		Dépréciés	Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	
<b>Prêts personnels</b>				
Solde au début de la période	8 758 \$	19 532 \$	17 212 \$	45 502 \$
Transferts :				
vers le stade 1	3 454	(2 752)	(702)	—
vers le stade 2	(655)	2 026	(1 371)	—
vers le stade 3	(21)	(863)	884	—
Octrois	128	—	—	128
Décomptabilisations	(164)	(496)	(2 936)	(3 596)
Réévaluation des provisions, montant net	(2 777)	1 813	6 723	5 759
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	(35)	(272)	2 598	2 291
Radiations	—	—	(6 640)	(6 640)
Recouvrements	—	—	3 263	3 263
Change et autres	—	—	(222)	(222)
Solde à la fin de la période	8 723 \$	19 260 \$	16 211 \$	44 194 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	7 257 \$	17 714 \$	16 211 \$	41 182 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	1 466	1 546	—	3 012
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	8 723 \$	19 260 \$	16 211 \$	44 194 \$

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021			
	Productifs		Dépréciés	Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>				
Solde au début de la période	5 401 \$	5 048 \$	3 605 \$	14 054 \$
Transferts :				
vers le stade 1	2 003	(1 762)	(241)	—
vers le stade 2	(305)	1 076	(771)	—
vers le stade 3	(17)	(200)	217	—
Octrois	532	—	—	532
Décomptabilisations	(382)	(367)	(451)	(1 200)
Réévaluation des provisions, montant net	(491)	1 692	3 544	4 745
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	1 340	439	2 298	4 077
Radiations	—	—	(917)	(917)
Recouvrements	—	—	357	357
Change et autres	—	—	(381)	(381)
Solde à la fin de la période	6 741 \$	5 487 \$	4 962 \$	17 190 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	6 607 \$	5 448 \$	4 962 \$	17 017 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	134	39	—	173
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	6 741 \$	5 487 \$	4 962 \$	17 190 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021

	Productifs		Dépréciés	Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	
<b>Prêts commerciaux</b>				
Solde au début de la période	51 031 \$	18 765 \$	55 618 \$	125 414 \$
Transferts :				
vers le stade 1	1 993	(1 822)	(171)	—
vers le stade 2	(980)	1 834	(854)	—
vers le stade 3	(174)	(1 086)	1 260	—
Octrois	3 531	—	—	3 531
Décomptabilisations	(6 994)	(3 304)	(2 207)	(12 505)
Réévaluations, montant net	1 374	3 269	14 763	19 406
Provision pour [reprise de] pertes sur créances	(1 250)	(1 109)	12 791	10 432
Radiations	—	—	(3 289)	(3 289)
Recouvrements	—	—	1 002	1 002
Change et autres	(391)	(150)	(836)	(1 377)
Solde à la fin de la période	49 390 \$	17 506 \$	65 286 \$	132 182 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	44 837 \$	17 004 \$	65 286 \$	127 127 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	4 553	502	—	5 055
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	49 390 \$	17 506 \$	65 286 \$	132 182 \$
<b>Total des risques</b>				
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	58 701 \$	40 166 \$	86 459 \$	185 326 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	6 153	2 087	—	8 240
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	64 854 \$	42 253 \$	86 459 \$	193 566 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020

	Productifs		Dépréciés	Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	
<b>Prêts personnels</b>				
Solde au début de la période	7 297 \$	21 710 \$	4 732 \$	33 739 \$
Transferts :				
vers le stade 1	3 067	(3 009)	(58)	—
vers le stade 2	(407)	643	(236)	—
vers le stade 3	(15)	(1 130)	1 145	—
Octrois	283	—	—	283
Décomptabilisations	(183)	(1 069)	(1 620)	(2 872)
Réévaluation des provisions, montant net	(2 765)	1 617	7 704	6 556
Provision pour [reprise de] pertes sur créances	(20)	(2 948)	6 935	3 967
Radiations	—	—	(7 214)	(7 214)
Recouvrements	—	—	1 838	1 838
Change et autres	—	—	(222)	(222)
Solde à la fin de la période	7 277 \$	18 762 \$	6 069 \$	32 108 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	5 771 \$	16 774 \$	6 069 \$	28 614 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	1 506	1 988	—	3 494
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	7 277 \$	18 762 \$	6 069 \$	32 108 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020

	Productifs		Dépréciés	Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>				
Solde au début de la période	2 032 \$	1 824 \$	1 050 \$	4 906 \$
Transferts :				
vers le stade 1	352	(337)	(15)	—
vers le stade 2	(78)	254	(176)	—
vers le stade 3	(1)	(77)	78	—
Octrois	153	—	—	153
Décomptabilisations	(98)	(102)	(186)	(386)
Réévaluation des provisions, montant net	114	235	1 364	1 713
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	442	(27)	1 065	1 480
Radiations	—	—	(1 367)	(1 367)
Recouvrements	—	—	710	710
Change et autres	(85)	—	(382)	(467)
Solde à la fin de la période	2 389 \$	1 797 \$	1 076 \$	5 262 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	2 268 \$	1 773 \$	1 076 \$	5 117 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	121	24	—	145
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	2 389 \$	1 797 \$	1 076 \$	5 262 \$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020

	Productifs		Dépréciés	Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	
<b>Prêts commerciaux</b>				
Solde au début de la période	24 160 \$	8 828 \$	35 160 \$	68 148 \$
Transferts :				
vers le stade 1	1 114	(912)	(202)	—
vers le stade 2	(605)	663	(58)	—
vers le stade 3	(196)	(1 008)	1 204	—
Octrois	2 121	—	—	2 121
Décomptabilisations	(3 272)	(1 067)	(961)	(5 300)
Réévaluations des provisions, montant net	625	3 464	8 543	12 632
Provision pour (reprise de) pertes sur créances	(213)	1 140	8 526	9 453
Radiations	—	—	(4 818)	(4 818)
Recouvrements	—	—	495	495
Change et autres	4	—	(596)	(592)
Solde à la fin de la période	23 951 \$	9 968 \$	38 767 \$	72 686 \$
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	21 706 \$	9 613 \$	38 767 \$	70 086 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	2 245	355	—	2 600
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	23 951 \$	9 968 \$	38 767 \$	72 686 \$
Total des risques				
Total des corrections de valeur pour pertes sur prêts	29 745 \$	28 160 \$	45 912 \$	103 817 \$
Total des provisions pour risques hors bilan	3 872	2 367	—	6 239
Total des corrections de valeur pour pertes sur créances	33 617 \$	30 527 \$	45 912 \$	110 056 \$

### Principaux facteurs macroéconomiques

Les tableaux suivants présentent les principaux facteurs macroéconomiques utilisés pour estimer les corrections de valeur pour pertes sur créances au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020.

Au 31 janvier 2021

	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois <sup>(1)</sup>	Reste de l'horizon <sup>(2)</sup> prévisionnel	12 prochains mois <sup>(1)</sup>	Reste de l'horizon <sup>(2)</sup> prévisionnel	12 prochains mois <sup>(1)</sup>	Reste de l'horizon <sup>(2)</sup> prévisionnel
<b>Principaux facteurs macroéconomiques</b>						
Croissance du PIB	4,9 %	4,3 %	6,4 %	4,7 %	2,1 %	5,0 %
Taux de chômage moyen (en points de pourcentage)	9,2	7,3	8,4	6,8	10,6	8,4
Croissance (diminution) de l'indice des prix de l'immobilier	1,5 %	5,1 %	5,0 %	5,7 %	(4,5) %	4,2 %
Croissance de l'indice S&P/TSX <sup>(3)</sup>	11,9 %	7,7 %	16,3 %	7,7 %	3,2 %	9,9 %

Au 31 octobre 2020

	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois <sup>(1)</sup>	Reste de l'horizon <sup>(2)</sup> prévisionnel	12 prochains mois <sup>(1)</sup>	Reste de l'horizon <sup>(2)</sup> prévisionnel	12 prochains mois <sup>(1)</sup>	Reste de l'horizon <sup>(2)</sup> prévisionnel
<b>Principaux facteurs macroéconomiques</b>						
Croissance du PIB	4,8 %	4,3 %	6,5 %	4,8 %	0,2 %	5,8 %
Taux de chômage moyen (en points de pourcentage)	9,5	7,0	8,5	6,6	11,1	8,8
Croissance (diminution) de l'indice des prix de l'immobilier	0,2 %	4,8 %	3,2 %	5,9 %	(11,8) %	2,0 %
Croissance de l'indice S&P/TSX <sup>(3)</sup>	11,8 %	12,0 %	19,9 %	12,8 %	0,1 %	15,5 %

(1) Variation attendue pour les 12 prochains mois pour les indicateurs de croissance et le taux de chômage moyen. Ces facteurs sont utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues de stade 1.

(2) Variation attendue pour les 24 mois restants de l'horizon prévisionnel pour les indicateurs de croissance et le taux de chômage moyen. Ces facteurs sont utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues de stade 2 et de stade 3.

(3) Principal indice boursier au Canada.

Les principaux facteurs macroéconomiques utilisés pour les portefeuilles de prêts personnels et de prêts hypothécaires résidentiels sont le taux de chômage, l'indice des prix de l'immobilier et la croissance de l'indice S&P/TSX. Le principal facteur macroéconomique utilisé pour le portefeuille de prêts commerciaux est la croissance du PIB. Une hausse du taux de chômage entraînera généralement une augmentation des corrections de valeur pour pertes sur créances, alors qu'une hausse des autres facteurs macroéconomiques (croissance du PIB, croissance de l'indice S&P/TSX et croissance de l'indice des prix de l'immobilier) entraînera généralement une diminution des corrections de valeur pour pertes sur créances.

#### Description des scénarios

Dans le scénario de base, la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 pousse les autorités à mettre en œuvre des mesures de confinement. Au début de 2021, l'activité économique diminue modérément, mais dans une moindre mesure qu'au printemps 2020, du fait que les entreprises et les particuliers se sont adaptés. Les mesures de confinement parviennent à réduire la transmission du virus, mais la réouverture de l'économie survient plus tard que ne l'avaient prévu les gouvernements. Une réouverture partielle a lieu au deuxième trimestre 2021, lorsque la vague pandémique s'estompe suffisamment. En outre, après un début au ralenti, la campagne de vaccination s'intensifie au deuxième trimestre 2021. La reprise s'accélère au cours du deuxième semestre 2021, parallèlement à une réouverture plus vaste. En Amérique du Nord, l'immunité collective est atteinte au quatrième trimestre 2021. Les consommateurs dépensent graduellement une partie de leur excès d'épargne et les politiques macroéconomiques demeurent favorables, maintenant une dynamique économique forte et positive en 2022.

Dans le scénario pessimiste, la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 est très forte en raison d'une flambée du nombre de nouveaux cas après la période des Fêtes. De plus, les nouveaux variants de la COVID-19 favorisent la transmission et réduisent le taux d'efficacité des vaccins. Au début de 2021, l'activité économique ralentit considérablement. La réouverture partielle qui s'est enclenchée au deuxième trimestre 2021 est faible. La reprise est retardée. Des dommages permanents se traduisant par un taux de chômage à long terme et des faillites commerciales s'installent. Les campagnes de vaccination sont perturbées. Les consommateurs conservent plus longtemps une grande part de l'épargne qu'ils ont constituée. L'immunité collective est atteinte au début de 2022, du fait qu'une plus grande proportion de la population doit se faire vacciner. La plus grande partie de la reprise économique se produit en 2022.

Dans le scénario optimiste, la production et le déploiement accélérés des vaccins contribuent à diminuer rapidement la transmission du virus. La deuxième vague de la pandémie de COVID-19 s'atténue. Une réouverture générale a lieu au deuxième trimestre 2021. L'immunité collective est atteinte au troisième trimestre 2021. Les consommateurs dépensent rapidement une grande partie de leur épargne de précaution au début de l'après COVID-19. Le niveau de l'activité économique d'avant la pandémie est atteint au cours du deuxième semestre 2021. Les perspectives économiques favorables accroissent l'appétit pour le risque dans les marchés des capitaux, ce qui entraîne de meilleurs rendements des titres de capitaux propres et un écart plus important entre les taux d'intérêt à court et à long terme.

## Analyse de sensibilité des corrections de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts non dépréciés

Le tableau suivant présente la comparaison des corrections de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts productifs (stades 1 et 2) comme présenté en vertu de l'IFRS 9 au 31 janvier 2021, y compris les risques hors bilan, et des corrections de valeur pour pertes sur créances estimatives qui seraient obtenues si le scénario de base était pondéré à 100 % ou si la totalité de ces prêts productifs étaient classés au stade 1.

	Corrections de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts non dépréciés
<b>Selon l'IFRS 9</b>	<b>107 107 \$</b>
<b>Simulations</b>	
Scénario de base, 100 %	94 930 \$
Prêts productifs s'ils étaient tous classés au stade 1	100 223 \$

### Créances au titre des contrats de location-financement

Le poste des prêts commerciaux comprend un investissement net dans les contrats de location de 914,9 millions \$ au 31 janvier 2021 (961,6 millions \$ au 31 octobre 2020).

### Prêts non comptabilisés au bilan

#### *Programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes*

En vertu du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), la Banque consent des prêts sans intérêt jusqu'à concurrence de 60 000 \$ à ses clients des Services aux entreprises admissibles. Le financement du programme est fourni par le gouvernement du Canada. De plus, tous les prêts sont garantis par le gouvernement du Canada. Ainsi, la Banque n'assume aucun risque relativement à ces prêts et agit uniquement à titre d'administrateur du programme CUEC. La Banque reçoit un remboursement des charges d'administration qu'elle engage pour administrer le programme au nom du gouvernement du Canada. Par conséquent, les prêts consentis en vertu de ce programme ne sont pas comptabilisés au bilan consolidé de la Banque puisque les conditions d'un contrat de transfert de flux admissible ont été remplies et que la Banque a déterminé que la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à ces prêts est transférée au gouvernement du Canada. Au 31 janvier 2021, la Banque avait consenti à 1 790 de ses clients des prêts dans le cadre du programme CUEC et financé des prêts d'un montant total de 78,9 millions \$ dans le cadre de ce programme (à 1 671 de ses clients et prêts d'un montant total de 66,8 millions \$ au 31 octobre 2020).

## 6. TITRISATION ET ENTITÉS STRUCTURÉES

### 6.1 TRANSFERT D'ACTIFS FINANCIERS

La Banque vend principalement des prêts hypothécaires résidentiels par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (OHC) et à des investisseurs tiers aux termes du programme de titres adossés à des créances hypothécaires (TACH) créé en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) et mis en place par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), ainsi qu'au moyen d'autres conduits à vendeurs multiples mis en place par d'autres banques canadiennes.

#### Actifs financiers ne répondant pas aux conditions de décomptabilisation et passifs financiers connexes

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs financiers qui ne répondent pas aux conditions de décomptabilisation et les passifs financiers qui leur sont associés compris dans le bilan consolidé.

	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
Prêts hypothécaires résidentiels	8 945 578 \$	8 722 637 \$
Actifs de remplacement <sup>(1)</sup>	375 069	459 967
Dette liée aux activités de titrisation	<b>(9 538 024) \$</b>	(9 393 861) \$

(1) Comprennent la trésorerie et les dépôts auprès de banques, les valeurs acquises en vertu de conventions de revente et les valeurs acquises faisant partie du compte de réinvestissement de capital que la Banque est tenue de maintenir afin de pouvoir participer au programme.

De plus, au 31 janvier 2021, la Banque a également titrisé d'autres prêts hypothécaires résidentiels d'un montant total de 212,0 millions \$ (345,5 millions \$ au 31 octobre 2020) dans le cadre du programme de TACH LNH, lesquels n'ont pas été vendus par la suite. Les TACH LNH qui en ont découlé sont présentés dans les prêts hypothécaires résidentiels. Ces TACH LNH ont été donnés en garantie auprès de la Banque du Canada.

### 6.2 VÉHICULES DE TITRISATION – ENTITÉS STRUCTURÉES

Dans le cours normal des activités, la Banque conclut des opérations avec des entités structurées dans le cadre de programmes de titrisation pour obtenir d'autres sources de financement. La Banque vend des prêts personnels et des créances au titre des contrats de location-financement respectivement à deux sociétés en commandite, B2B Securitization Limited Partnership et LBC Leasing Limited Partnership (les « sociétés en commandite »). Pour financer ces achats, les sociétés en commandite émettent des passifs portant intérêt à des conduits de titrisation d'autres banques canadiennes. La Banque consolide ces sociétés en commandite, étant donné qu'elle détient la totalité des droits, qu'elle a la capacité de diriger les activités pertinentes et qu'elle peut exercer son pouvoir pour influencer sur



les rendements. Les passifs portant intérêt émis par les sociétés en commandite sont comptabilisés à titre de dette liée aux activités de titrisation auxquelles participent les entités structurées.

### Actifs financiers titrisés par l'intermédiaire d'entités structurées

Le tableau qui suit présente sommairement la valeur comptable des actifs financiers titrisés par l'intermédiaire d'autres entités structurées qui ne répondent pas aux conditions de décomptabilisation et des passifs financiers connexes inclus dans le bilan consolidé.

	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
Prêts personnels	1 106 630 \$	1 149 677 \$
Prêts commerciaux <sup>(1)</sup>	607 222	430 782
Dette liée aux activités de titrisation auxquelles ont participé les entités structurées	<b>(1 045 625) \$</b>	(790 636) \$

(1) La Banque titrise des créances au titre des contrats de location-financement qui sont incluses au poste Prêts commerciaux.

## 7. DÉPÔTS

	Au 31 janvier 2021			
	À vue <sup>(1)</sup>	Sur préavis <sup>(2)</sup>	À terme <sup>(3)</sup>	Total
Particuliers	133 567 \$	5 213 693 \$	12 919 530 \$	18 266 790 \$
Entreprises, banques et autres <sup>(4)</sup>	1 200 511	478 627	3 661 424	5 340 562
	<b>1 334 078 \$</b>	<b>5 692 320 \$</b>	<b>16 580 954 \$</b>	<b>23 607 352 \$</b>

	Au 31 octobre 2020			
	À vue <sup>(1)</sup>	Sur préavis <sup>(2)</sup>	À terme <sup>(3)</sup>	Total
Particuliers	131 219 \$	5 111 281 \$	13 553 650 \$	18 796 150 \$
Entreprises, banques et autres <sup>(4)</sup>	1 183 198	458 978	3 481 877	5 124 053
	<b>1 314 417 \$</b>	<b>5 570 259 \$</b>	<b>17 035 527 \$</b>	<b>23 920 203 \$</b>

(1) Les dépôts à vue comprennent les dépôts à l'égard desquels la Banque n'est pas autorisée à exiger un préavis de retrait. Ces dépôts sont principalement constitués de comptes chèques.

(2) Les dépôts sur préavis comprennent les dépôts à l'égard desquels la Banque peut légalement exiger un préavis de retrait. Ces dépôts sont principalement constitués de comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme comprennent des dépôts qui viennent à échéance à une date précise, particulièrement les dépôts à terme et les certificats de placement garanti ainsi que les billets non garantis de premier rang.

(4) En octobre 2019, la Banque a conclu une facilité de crédit d'un montant maximal de 250 millions \$ garantie par des prêts hypothécaires résidentiels assurés et venant à échéance en août 2021, sur laquelle un montant de néant avait été emprunté au 31 janvier 2021 (néant au 31 octobre 2020).

## 8. CAPITAL-ACTIONS

### Actions privilégiées

#### Émises et en circulation

La variation ainsi que le nombre et le montant des actions privilégiées en circulation étaient comme suit :

	Pour les trimestres clos les			
	31 janvier 2021		31 janvier 2020	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
<b>Actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif</b>				
Série 13				
En circulation au début et à la fin de la période	5 000 000	122 071 \$	5 000 000	122 071 \$
Série 15				
En circulation au début et à la fin de la période	5 000 000	121 967 \$	5 000 000	121 967 \$
	<b>10 000 000</b>	<b>244 038 \$</b>	<b>10 000 000</b>	<b>244 038 \$</b>

Au 31 janvier 2021, aucune action privilégiée de catégorie A à dividende non cumulatif, série 14 et série 16, n'était en circulation (aucune action privilégiée de catégorie A à dividende non cumulatif, série 14 et série 16, n'était en circulation au 31 octobre 2020).

## Actions ordinaires

### Émises et en circulation

La variation ainsi que le nombre et le montant des actions ordinaires en circulation se présentent comme suit :

	Pour les trimestres clos les			
	31 janvier 2021		31 janvier 2020	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
<b>Actions ordinaires</b>				
En circulation au début de l'exercice	43 237 931	1 159 488 \$	42 624 861	1 139 193 \$
Émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions des employés	—	—	1 670	76
Émises aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions	104 769	3 204	121 106	5 189
Frais d'émission nets	s. o.	(18)	s. o.	(71)
	<b>43 342 700</b>	<b>1 162 674 \$</b>	<b>42 747 637</b>	<b>1 144 387 \$</b>

### Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

Le 2 mars 2021, la Banque a déterminé que les dividendes déclarés qui seraient réinvestis le seraient en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Banque, à un escompte de 2 %.

## Dividendes déclarés

Le 17 février 2021, le conseil d'administration a déclaré des dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées qui seront versés aux actionnaires inscrits en date du 8 mars 2021. Le 2 mars 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,40 \$ par action ordinaire, payable le 1<sup>er</sup> mai 2021, aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> avril 2021.

## Gestion du capital

### Fonds propres réglementaires

Selon le BSIF, les banques doivent respecter les ratios d'exigences minimales de fonds propres en fonction du risque fondés sur le dispositif de fonds propres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), que l'on désigne communément sous le nom de Bâle III. Selon la ligne directrice intitulée « Normes de fonds propres » du BSIF, la Banque doit maintenir des niveaux minimums de fonds propres en fonction de divers critères. Les fonds propres de catégorie 1, qui constituent la forme de fonds propres la plus permanente et la plus subordonnée, comportent deux composantes : les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires. Les fonds propres de catégorie 1 doivent être essentiellement composés d'actions ordinaires pour assurer que l'exposition au risque est adossée à des fonds propres de grande qualité. Les fonds propres de catégorie 2 comprennent des instruments de fonds propres complémentaires et contribuent à la solidité globale d'une institution financière sur une base de permanence.

La ligne directrice du BSIF établit les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres à respectivement 7,0 %, 8,5 % et 10,5 %, y compris une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %.

Conformément à la ligne directrice relative aux exigences en matière de ratio de levier du BSIF, les institutions de dépôt fédérales sont tenues de maintenir un ratio de levier selon Bâle III égal ou supérieur à 3 % en tout temps. Le ratio de levier correspond aux fonds propres de catégorie 1 divisés par l'actif non pondéré au bilan et les engagements hors bilan, les dérivés et les opérations de financement par titres, comme il est défini dans les exigences.

La Banque a satisfait aux exigences réglementaires en matière de fonds propres tout au long du trimestre clos le 31 janvier 2021. Les fonds propres réglementaires sont décrits plus en détail ci-après.

	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
Actions ordinaires	1 162 674 \$	1 159 488 \$
Résultats non distribués	1 197 243	1 152 973
Cumul des autres éléments du résultat global, excluant les réserves de couvertures de flux de trésorerie	(4 364)	8 622
Réserve pour rémunération fondée sur des actions	3 095	2 527
Dispositions transitoires pour les pertes de crédit attendues en réponse à la COVID-19 <sup>(1)</sup>	15 887	22 976
Déductions des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires <sup>(2)</sup>	(439 806)	(453 507)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	1 934 729	1 893 079
Actions privilégiées admissibles	244 038	244 038
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	244 038	244 038
Fonds propres de catégorie 1	2 178 767	2 137 117
Dette subordonnée admissible	349 528	349 442
Provisions collectives	91 640	85 978
Déductions des fonds propres de catégorie 2 <sup>(3)</sup>	—	(1 325)
Fonds propres de catégorie 2	441 168	434 095
Total des fonds propres	2 619 935 \$	2 571 212 \$
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	9,8 %	9,6 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,1 %	10,9 %
Ratio total des fonds propres	13,3 %	13,1 %

(1) Représente les dispositions transitoires pour les pertes de crédit attendues accordées par le BSIF, comme indiqué ci-dessous.

(2) Comprennent les déductions pour logiciels et autres immobilisations incorporelles, goodwill, actifs des régimes de retraite et autres.

(3) Instruments de fonds propres de catégorie 2 détenus en propre.

#### *Dispositions transitoires pour les pertes de crédit attendues en réponse à la COVID-19*

En avril 2020, le BSIF a annoncé plusieurs mesures dans le but d'accorder aux institutions financières plus de souplesse dans les conditions actuelles attribuables à la COVID-19, y compris notamment :

- le traitement en tant que prêts productifs de tous les prêts pour lesquels des reports de paiement sont accordés par l'institution financière, jusqu'à concurrence de six mois;
- l'inclusion dans les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires d'une partie des provisions pour pertes de crédit qui auraient autrement fait partie des fonds propres de catégorie 2.

La Banque a appliqué ces mesures d'allègement en date du 30 avril 2020. Un ajustement des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires sera mesuré dynamiquement chaque trimestre en fonction de l'augmentation des provisions pour les stades 1 et 2 par rapport au niveau de référence. Le niveau de référence s'entend du montant des provisions pour les stades 1 et 2 au trimestre clos le 31 janvier 2020. Le montant majoré est ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un facteur scalaire qui diminue au fil du temps. Le facteur scalaire était de 70 % pour l'exercice 2020, de 50 % pour l'exercice 2021 et sera de 25 % pour l'exercice 2022.

## 9. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

### Régime d'options d'achat d'actions

L'information sur le nombre d'options en cours est présentée ci-après. Aucune de ces options ne pouvait être exercée au 31 janvier 2021.

	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
Nombre d'options d'achat d'actions en cours aux termes de l'ancien régime d'achat d'options	71 683	71 683
Nombre d'options d'achat d'actions en cours aux termes du nouveau régime d'achat d'options	971 322	715 646

Au cours du premier trimestre 2021, la Banque a attribué 269 861 options d'achat d'actions aux termes du nouveau régime d'options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 33,13 \$. Les hypothèses relatives à l'évaluation des options d'achat d'actions sont comme suit :

	Attribuées en 2021
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées <sup>(1)</sup>	4,87 \$
Prix par action à la date d'attribution	32,60 \$
Taux d'intérêt sans risque	0,62 %
Durée prévue des options	8 ans
Volatilité prévue <sup>(2)</sup>	24 %
Rendement de l'action prévu	5,40 %

(1) Estimée au moyen du modèle Black-Scholes, et selon les hypothèses présentées dans le tableau ci-dessus.

(2) La volatilité prévue est extrapolée à partir de la volatilité implicite du cours de l'action de la Banque et des données de marché observables, qui ne sont pas nécessairement représentatives des résultats réels.

### Régime d'unités d'actions de performance

Au cours du premier trimestre 2021, la Banque a attribué 107 848 unités d'actions de performance à un prix de 33,12 \$ chacune. Les droits à ces unités s'acquerront en décembre 2023 et sous réserve de la satisfaction des critères susmentionnés.

### Régimes d'unités d'actions restreintes

Au cours du premier trimestre 2021, en vertu du régime d'unités d'actions restreintes, les primes annuelles de certains employés s'établissant à 0,5 million \$ ont été converties en 16 251 unités d'actions restreintes dont les droits étaient entièrement acquis. Parallèlement, la Banque a également attribué 259 688 unités d'actions restreintes supplémentaires évaluées à 33,12 \$ l'unité dont les droits seront acquis en décembre 2023.

Au cours du premier trimestre 2021, en vertu du régime d'unités d'actions restreintes à l'intention d'employés du secteur Marché des capitaux, les primes annuelles de certains employés s'établissant à 1,7 million \$ ont été converties en 50 725 unités d'actions restreintes dont les droits étaient entièrement acquis. L'employeur ne cote pas à ce régime, et un tiers des unités d'actions restreintes est racheté en décembre à chacune des trois premières dates d'anniversaire de l'attribution.

### Charge liée aux régimes de rémunération fondée sur des actions et passif connexe

Le tableau suivant présente la charge liée aux régimes de rémunération fondée sur des actions, déduction faite de l'incidence des opérations de couverture connexes.

	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Charge découlant de régimes de rémunération fondée sur des actions	9 672 \$	1 461 \$	3 283 \$
Incidence des couvertures	(4 703)	617	1 868
	<b>4 969 \$</b>	<b>2 078 \$</b>	<b>5 151 \$</b>

Afin de réduire la variabilité de la charge des régimes de rémunération fondée sur des actions, la Banque conclut des swaps de rendement total avec des tiers dont la valeur est liée au cours de l'action de la Banque. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés compensent partiellement la charge liée aux régimes de rémunération fondée sur des actions relative aux variations du cours de l'action de la période au cours de laquelle les swaps sont en vigueur.

Au 31 janvier 2021, la valeur comptable du passif lié aux régimes réglés en trésorerie était de 32,0 millions \$ (28,4 millions \$ au 31 octobre 2020). La valeur intrinsèque du total du passif lié aux droits et unités entièrement acquis s'établissait à 17,3 millions \$ au 31 janvier 2021 (14,4 millions \$ au 31 octobre 2020).

## 10. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

### Charge au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La charge totale comptabilisée pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se présente comme suit :

	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Régimes de retraite à prestations définies	3 266 \$	3 218 \$	3 186 \$
Régimes de retraite à cotisations définies	1 999	1 986	2 000
Autres régimes	142	214	156
	<b>5 407 \$</b>	<b>5 418 \$</b>	<b>5 342 \$</b>

## 11. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base et dilué par action se présente comme suit :

	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultat par action – de base</b>			
Résultat net	44 819 \$	36 811 \$	32 172 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	3 117	2 874	3 197
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	41 702 \$	33 937 \$	28 975 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	43 273	43 161	42 666
Résultat par action – de base	0,96 \$	0,79 \$	0,68 \$

	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Résultat par action – dilué</b>			
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	41 702 \$	33 937 \$	28 975 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	43 273	43 161	42 666
Options d'achat d'actions dilutives (en milliers)	—	—	74
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	43 273	43 161	42 740
Résultat par action – dilué	0,96 \$	0,79 \$	0,68 \$

Aucune transaction visant les actions ordinaires ou les actions ordinaires potentielles exigeant le retraitement du résultat par action n'a été réalisée entre la date de clôture et la date à laquelle les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été dressés.

## 12. INSTRUMENTS FINANCIERS – JUSTE VALEUR

### Évaluation de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché. La meilleure indication de la juste valeur des instruments financiers correspond au cours du marché établi par une source indépendante pour le même instrument sur un marché actif lorsque celui-ci est disponible. Sinon, la juste valeur est évaluée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données d'entrée observables pertinentes et minimisent celle des données d'entrée non observables. Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie de la juste valeur d'après la nature des données servant à l'évaluation (niveau 1, 2 ou 3). Des renseignements supplémentaires sur la hiérarchie de la juste valeur et les méthodes d'évaluation utilisées par la Banque pour évaluer la juste valeur des instruments financiers figurent à la note 23 des états financiers consolidés annuels de 2020. Aucun changement de méthode d'évaluation de la juste valeur n'a été réalisé au cours de la période.

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur, sauf des valeurs mobilières de 340,6 millions \$ qui sont classées au niveau 1 au 31 janvier 2021 (307,8 millions \$ au 31 octobre 2020). Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et classés au niveau 3 ne sont pas significatifs. Aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 de la hiérarchie n'a été réalisé au cours de la période.

## 13. REVENU LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

### Revenu net d'intérêt

	Pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
<b>Revenu d'intérêt et revenus assimilés</b>			
Revenu d'intérêt calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif			
Instruments financiers évalués au coût amorti	296 554 \$	298 444 \$	368 605 \$
Instruments financiers évalués à la JVAERG	563	577	454
Revenu d'intérêt et revenus assimilés liés aux instruments financiers non évalués au coût amorti <sup>(1)</sup>	29 253	31 555	10 496
	<b>326 370</b>	<b>330 576</b>	<b>379 555</b>
<b>Frais d'intérêt et frais assimilés</b>			
Frais d'intérêt calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif			
Instruments financiers évalués au coût amorti	152 956	160 637	203 502
Frais d'intérêt et frais au titre des dérivés liés aux instruments financiers évalués à la JVRN	340	593	7 268
	<b>153 296</b>	<b>161 230</b>	<b>210 770</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>173 074 \$</b>	<b>169 346 \$</b>	<b>168 785 \$</b>

(1) Inclut le revenu d'intérêt, le profit sur dérivés et le revenu de dividende liés aux instruments financiers évalués à la JVRN et les titres de capitaux propres désignés à la JVAERG. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, le revenu de dividende s'est établi à 3,4 millions \$ (3,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2020 et 4,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2020).

## 14. ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

### Passifs éventuels et provisions pour procédures juridiques

Dans le cours normal de leurs activités, la Banque et ses filiales font l'objet de diverses procédures juridiques et réglementaires. Ces procédures touchent diverses questions et le moment où elles seront résolues peut varier et est incertain.

Les provisions pour procédures juridiques sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Banque engagera des frais liés aux procédures juridiques et que le montant peut être estimé de manière fiable. Des provisions pour procédures juridiques sont comptabilisées selon la meilleure estimation des montants requis pour régler l'obligation à la date de clôture, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. La direction et des experts externes participent à l'estimation des provisions pour procédures juridiques, au besoin. Le coût réel du règlement d'une obligation pourrait être considérablement plus élevé ou plus bas que les montants des provisions. Dans certains cas, il n'est pas possible de déterminer si une obligation est probable ou d'estimer de façon fiable le montant des pertes, auquel cas aucun montant n'est comptabilisé. Les divers stades de la procédure, le fait que l'obligation de la Banque, le cas échéant, n'a pas encore été déterminée et le fait que des questions sous-jacentes peuvent changer de temps à autre requièrent une part importante de jugement et suscitent beaucoup d'incertitude. Par conséquent, notre exposition financière et autre à ces procédures juridiques, compte tenu des montants déjà comptabilisés, pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

## 15. CHARGES DE RESTRUCTURATION

Le tableau qui suit présente la variation de la provision pour charges de restructuration, qui est incluse au poste Autres passifs dans le bilan consolidé.

	Pour les trimestres clos les	
	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Solde au début de la période	5 041 \$	9 322 \$
Charges de restructuration engagées au cours de la période	621	2 734
Paiements effectués au cours de la période	(2 979)	(5 973)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>2 683 \$</b>	<b>6 083 \$</b>

Aux 31 janvier 2021 et 2020, le montant résiduel de la provision a trait principalement à des contrats de location et aux indemnités de départ.

CETTE PAGE BLANCHE A ÉTÉ LAISSÉE INTENTIONNELLEMENT

# RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

## Bureaux corporatifs

### Montréal

1360, boul. René-Lévesque Ouest  
Bureau 600  
Montréal (Québec) H3G 0E5  
www.blcgf.ca

### Toronto

199 Bay Street  
Bureau 600  
Toronto (Ontario) M5L 0A2  
www.blcgf.ca

## Agent des transferts et registraire

Services aux investisseurs  
Computershare Inc.  
1500, boul. Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
service@computershare.com  
Tél. : 514 982-7888

## Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de communiquer tout changement d'adresse à l'agent des transferts de la Banque. Pour toute autre demande ou question, veuillez communiquer avec le Secrétariat corporatif en écrivant à [secretariat.corporatif@blcgf.ca](mailto:secretariat.corporatif@blcgf.ca) ou en téléphonant au 514 284-4500, poste 48395.

## Service de dépôt direct

Les actionnaires de la Banque, qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans un compte issu de toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements, en avisant par écrit l'agent des transferts.

## Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes peuvent communiquer avec le secteur Relations avec les investisseurs de la Banque en écrivant à [relations.investisseurs@blcgf.ca](mailto:relations.investisseurs@blcgf.ca) ou en téléphonant au 514-970-0564.

## Médias

Les journalistes peuvent communiquer avec le Bureau de la direction en écrivant à [media@blcgf.ca](mailto:media@blcgf.ca) ou en téléphonant au 514 284-4500, poste 40020.

## Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

La Banque offre aux détenteurs canadiens de ses actions ordinaires et privilégiées de participer à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions, lequel leur permet d'acquérir des actions ordinaires de la Banque sans payer de commission ou de frais d'administration. L'acquisition d'actions ordinaires par les participants canadiens s'effectue au moyen du réinvestissement des dividendes en espèces versés sur les actions qu'ils détiennent, ou bien en effectuant des versements facultatifs en espèces d'un montant minimal de 500 \$ par versement, jusqu'à concurrence de 20 000 \$ sur chaque période de 12 mois se terminant le 31 octobre.

Pour de plus amples renseignements, les actionnaires sont priés de communiquer avec l'agent des transferts de la Banque, Société de fiducie Computershare du Canada, à l'adresse [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com) ou au numéro 1 800 564-6253. Les actionnaires non inscrits de la Banque doivent s'adresser à leur institution financière ou à leur courtier pour adhérer à ce régime.

## Bureau de l'ombudsman

1360, boul. René-Lévesque ouest  
Bureau 600  
Montréal (Québec) H3G 0E5  
[ombudsman@blcgf.ca](mailto:ombudsman@blcgf.ca)  
Tél. : 514 284-7192  
ou 1 800 479-1244

## Médias sociaux



## INSCRIPTION BOURSIÈRE ET DATES DE CLÔTURE DES REGISTRES ET DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les actions ordinaires et les actions privilégiées décrites ci-dessous sont inscrites à la bourse de Toronto.	CODE CUSIP / SYMBOLE BOURSIER	DATE DE CLÔTURE DES REGISTRES*	DATE DE VERSEMENT DES DIVIDENDES*	
Actions ordinaires	51925D 10 6 / LB	Premier jour ouvrable de :		
		janvier	1 <sup>er</sup> février	
		avril	1 <sup>er</sup> mai	
		juillet	1 <sup>er</sup> août	
octobre	1 <sup>er</sup> novembre			
Actions privilégiées	Série 13	51925D 82 5 / LB.PR.H	**	15 mars
	Série 15	51925D 79 1 / LB.PR.J	**	15 juin
			**	15 septembre
			**	15 décembre

\* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

\*\* À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le versement des dividendes) pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque.